

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°2 / JUIN 2014
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

LA
CORRUPCIÓN
ES EL VERDADERO
SABOTAJE
A LA
NACIÓN!

Corruption Des milliards soustraits au développement

**Liban : l'illettrisme menace les
enfants syriens**

**Petits paysans : ils nourrissent
le monde, mais souffrent de la
faim**

Sommaire

DOSSIER



6 **CORRUPTION** **Un combat contre des moulins à vent ?**

La corruption se pratique partout, mais ses répercussions sont particulièrement désastreuses dans les pays caractérisés par de fortes disparités sociales

10 **Combattre et prévenir**

La corruption n'est plus un tabou, la coopération lutte désormais ouvertement contre ce fléau

13 **Un pilier de la démocratie**

La Suisse soutient la lutte contre la corruption au Bhoutan

15 **La petite sœur de la violence**

Entretien avec le juriste bâlois Mark Pieth, expert en gouvernance

17 **Faits et chiffres**

HORIZONS



18 **Les enfants syriens, des cancrs malgré eux**

Au Liban, l'illettrisme menace une génération de jeunes réfugiés

21 **Sur le terrain avec...**

Heba Hage-Felder, cheffe du bureau de la coopération suisse au Liban

22 **À combien de guerres pouvons-nous survivre ?**

La théâtre-thérapeute Lamia Abi Azar parle de son travail avec des enfants handicapés

DDC



23 **Le dialogue plutôt que la matraque**

Avec l'appui de la Suisse, la police kirghize s'efforce de regagner la confiance de la population

25 **Le cacao ou l'espoir d'un nouveau départ au Honduras**

Un projet original de la DDC garantit aux planteurs de cacao un revenu de base, tout en offrant aux consommateurs suisses un chocolat de haute qualité.

FORUM



28 **Le ventre vide, ils nourrissent le monde**

Plus de la moitié des êtres humains qui souffrent de malnutrition sont de petits paysans

31 **La danse des doigts sur l'abaque**

Carte blanche : la Mongole Gangaamaa Purevdorj Delgerinkhen évoque l'entrée de sa patrie dans l'ère moderne

CULTURE



32 **Des films qui naissent et meurent aussitôt**

Entretien avec le Burkinabè Alex Moussa Sawadogo

- 3 **Éditorial**
- 4 **Périscope**
- 27 **DDC interne**
- 34 **Service**
- 35 **Coup de cœur avec Annette Schönholzer**
- 35 **Impressum**

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



La corruption entrave le développement

Le versement de pots-de-vin se pratique pour de multiples raisons. Parfois, il permet d'obtenir un diplôme de médecin sans passer par un examen. Quand un policier arrête une voiture sous un prétexte totalement fantaisiste, l'automobiliste sait que pour pouvoir repartir rapidement, il doit remettre à l'agent le montant de l'amende en espèces et sans attendre de quittance. Certains mandats publics portant sur des millions sont attribués non pas à l'entreprise qui présente la meilleure offre, mais à celle qui glisse le plus gros dessous-de-table. De même, il arrive que des fonds publics destinés à l'éducation ou à la santé soient détournés vers des comptes privés.

La corruption est un phénomène mondial. Les exemples évoqués ci-dessus ne se limitent pas aux pays du Sud ou de l'Est. Des individus ou des entreprises de pays occidentaux sont fréquemment impliqués dans des actes de corruption.

La Banque mondiale estime à plus de 1000 milliards le montant total des pots-de-vin versés chaque année. Les conséquences sont désastreuses : si on peut tout acheter, la confiance dans l'État se désagrège. Cela revient à fouler aux pieds les droits de la population et à saper la démocratie (pour autant qu'elle existe encore). En outre, l'absence de sécurité juridique fait obstacle aux investissements qui devraient créer des emplois et promouvoir la croissance économique.

La corruption entrave le développement. Le juriste bâlois Mark Pieth, expert de réputation mondiale en matière de lutte anticorruption, va encore plus loin : de telles pratiques perpétuent la pauvreté.

Notre personnel est régulièrement confronté à ce phénomène dans les pays en développement ou émer-

gents. La DDC soutient des programmes de lutte contre la corruption et applique elle-même une politique de « tolérance zéro ».

Le développement et la lutte contre la pauvreté requièrent des institutions publiques intègres. Cela suppose de la transparence et la volonté de protéger les citoyens qui refusent la corruption. Il y a beaucoup à faire à tous les niveaux.

La coopération au développement est passée à l'action. Afin de combattre avec l'efficacité nécessaire les répercussions fatales de ce fléau, elle réalise aujourd'hui ses propres programmes et projets qui visent à améliorer la gestion des affaires publiques, mais également à renforcer la société civile. Sur le plan international, elle préconise aussi l'introduction de normes et de lois rigoureuses pour freiner la corruption.

Nous vous invitons à lire notre dossier sur ce thème, à partir de la page 6.

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope



Philippe Enghelom/laif

Les gardiens de la biodiversité

(jls) Les peuples autochtones d'Indonésie recourent à la cartographie communautaire pour délimiter leurs terres ancestrales. Cette méthode allie les nouvelles technologies, comme le GPS, aux connaissances des habitants. Les cartes représentent tous les éléments importants pour eux : les frontières des forêts coutumières, les ressources naturelles, les lieux sacrés, etc. « La cartographie communautaire est un outil utile pour montrer au gouvernement que nous sommes ici et que nous voulons protéger nos terres », indique Rukka Sombolinggi, de l'Alliance des peuples autochtones de l'archipel (Aman). L'établissement de cartes en 2D et 3D a aidé les indigènes à faire valoir leurs droits fonciers devant les tribunaux. En trois ans, plus de 600 plaintes ont été déposées contre l'octroi de concessions forestières à des entreprises minières ou agricoles. En 2013, l'Aman a obtenu une victoire historique : la Cour constitutionnelle a aboli la propriété de l'État sur les territoires coutumiers. Les autochtones sont les meilleurs gardiens de la forêt. Au fil des générations, ils ont appris à la gérer de manière durable et à préserver sa riche biodiversité.

www.irinnews.org

Halte au gaspillage de denrées alimentaires

(gn) La production de denrées alimentaires et de biocarburants augmente constamment la demande de surfaces agricoles. En même temps, l'érosion et l'urbanisation détruisent des sols fertiles. Si rien n'est entrepris, environ 850 millions d'hectares de savanes, prairies et forêts seront

dégradés d'ici 2050, estime un rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Cela représente presque la surface du Brésil. Il est toutefois possible de ralentir l'expansion des terres cultivées, affirment les auteurs. « D'abord, nous devons cesser de gaspiller un tiers des aliments que nous produisons », avertit Stefan Brinzeu, du

Wuppertal Institut. Pour cela, il faut améliorer les méthodes de production, d'entreposage et de transformation, mais aussi réduire notre quantité de déchets.

Robert Howarth, de l'Université Cornell, souligne pour sa part que les pays riches doivent baisser sensiblement leur consommation de viande : « Il n'y a tout simplement pas assez de terres sur notre planète pour que tout le monde mange comme les Américains et les Européens. » D'autres mesures consistent à remettre en état les terres dégradées, à limiter l'extension des zones bâties et à freiner l'expansion des biocarburants.

www.unep.org, « Publications »

Une école d'agriculture pour les femmes

(bf) Une école d'agriculture réservée aux femmes doit voir le jour au Chili. Sa création a été décidée par l'Association nationale des femmes rurales et indigènes (Anamuri), qui compte quelque 10 000 membres. Par la suite, les hommes pourraient y être admis aussi. Cet Institut agroécologique latino-américain (IALA) sera axé sur la défense de l'agriculture familiale et entend contribuer à résoudre les problèmes de la faim. « Nous ne poursuivons pas un rêve, nous relevons un défi », a déclaré Francisca Rodriguez, responsable des relations internationales de l'Anamuri. « Il est essentiel que nous trouvions le moyen de survivre et d'exister en tant que secteur important de l'agriculture. » L'institut renforcera par ailleurs les activités d'autres IALA qui ont été créés ces dernières années notamment au Venezuela, au Brésil, au Paraguay et en Équateur.

www.anamuri.cl

Irrigation high tech à moindre coût

(gn) Là où l'eau est rare, chaque

goutte compte. En l'utilisant à bon escient, il est possible de réduire de 40% les quantités nécessaires à l'irrigation. Pour assurer un arrosage optimal, l'agriculteur doit toutefois connaître l'humidité et la température du sol.

L'agriculture industrielle recourt depuis longtemps à des systèmes de mesure informatisés et sophistiqués qui coûtent généralement très cher. Les petits paysans pourront bientôt eux aussi bénéficier de cette technologie : à l'Université de Manchester, une équipe de chercheurs a mis au point des capteurs qui peuvent être produits à moindre coût, consomment peu d'énergie et n'exigent aucun entretien. Une fois placés dans le sol, ils transmettent leurs données par radio-identification à un lecteur monté sur un tracteur qui parcourt les champs. Cet appareil fournit de l'énergie aux capteurs, de sorte qu'ils peuvent rester en place pendant des années. Les chercheurs espèrent que ce système permettra d'accroître l'efficacité de l'agriculture dans les pays en développement et d'atteindre un plus grand rendement par goutte d'eau.

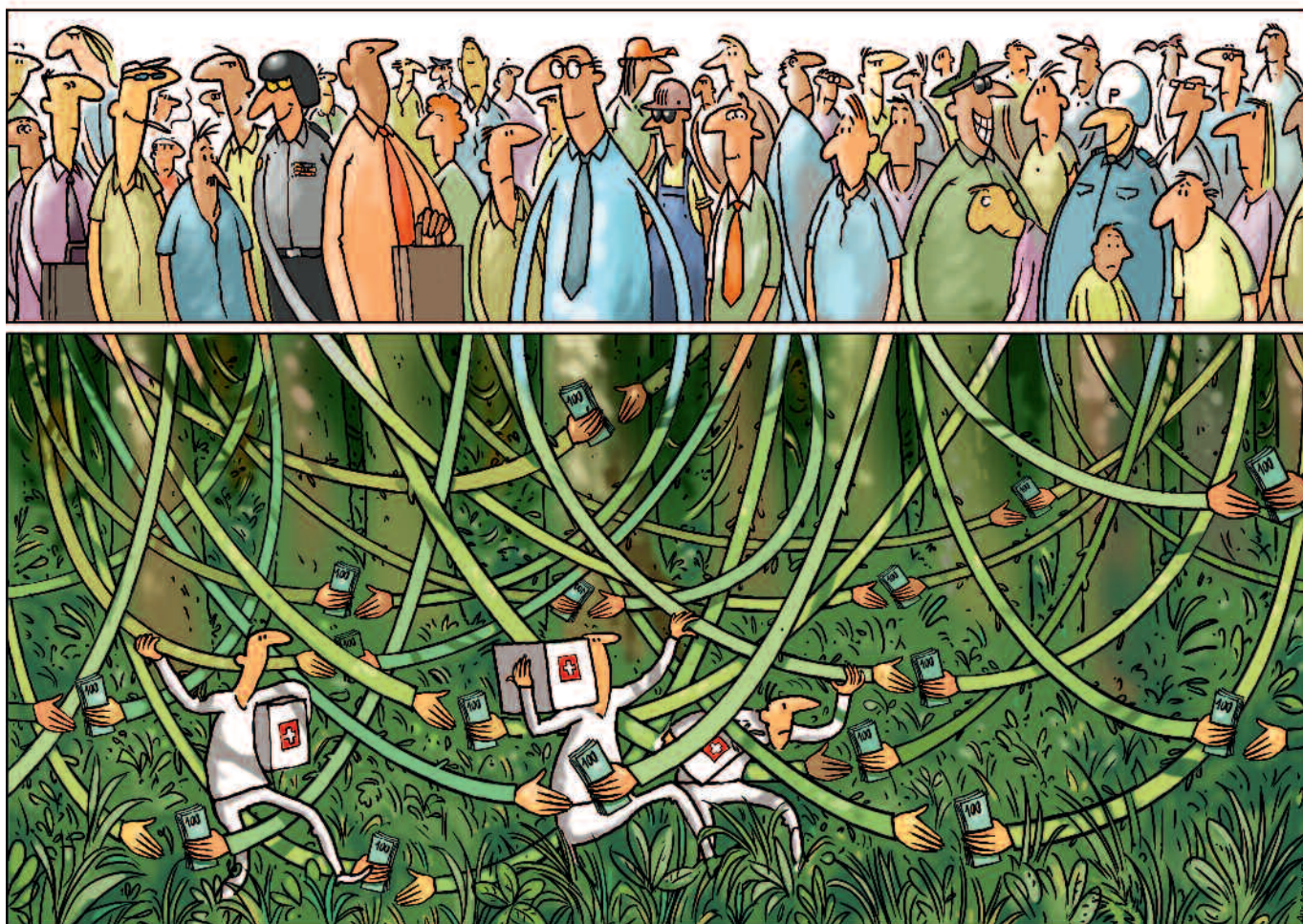
www.newscientist.com, chercher « Ploughable sensors »

Des cancers évitables

(bf) Plus de 60% des cas de cancer surviennent en Asie, en



Vanessa Vick/RedUX/laif



Dessin de Jean-Augaigneur

Afrique et en Amérique latine. Les pays en développement enregistrent par ailleurs 70% de tous les décès causés par cette maladie dans le monde, indique le Centre international de recherche sur le cancer, une agence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Sur les 12,7 millions de nouveaux cas enregistrés en 2008, environ 2 millions étaient d'origine infectieuse. En moyenne mondiale, cela représente 16%, mais la proportion varie considérablement selon les régions : elle est inférieure ou égale à 4% en Amérique du Nord et en Australie, par exemple, mais monte à 33% en Afrique subsaharienne. Or, il existe des moyens efficaces pour éviter l'apparition de tumeurs provoquées par des virus, bactéries ou parasites. Les vaccins

contre le virus de l'hépatite B et le papillomavirus humain peuvent prévenir respectivement les cancers du foie et du col de l'utérus. Pour faire reculer la prévalence du cancer dans les pays en développement, l'OMS soutient la mise en place de programmes qui associent le dépistage, la sensibilisation, l'amélioration de l'accès aux traitements et la vaccination.

www.who.int

Tourisme responsable

(bf) Une fois par année, Ethical Traveler décerne le label de « meilleure destination éthique » à dix régions touristiques. Cette organisation à but non lucratif, basée en Californie, se fonde sur les statistiques disponibles pour examiner à la loupe tous les pays du monde. Ses principaux critères



Faurelle/Le Figaro Magazine/laif

res sont le respect des droits de l'homme, le bien-être social de la population, la préservation de la nature et de l'environnement, ainsi que le développement au cours des dernières années. Pour 2014, six lauréats sont des États insulaires qui, durement frappés par le changement climatique, sont conscients de l'importance d'adopter des politiques visant à protéger l'environnement. Trois d'entre eux se trouvent dans

les Antilles (République dominicaine, Barbade et Bahamas). Les autres îles lauréates sont le Cap-Vert (océan Atlantique), l'île Maurice (océan Indien) et les Palaos (Pacifique). Parmi les dix meilleures destinations figurent en outre le Chili, l'Uruguay, la Lettonie et la Lituanie.

www.ethicaltraveler.org

Un combat contre des moulins à vent ?

La corruption existe depuis la nuit des temps. Parfois manifeste, parfois cachée, elle est largement répandue et impossible à éradiquer. Il semble difficile de mettre en œuvre des normes et des lois visant à la combattre. Les répercussions de ce fléau s'avèrent particulièrement désastreuses dans les pays fragiles caractérisés par de fortes disparités sociales. De Gabriela Neuhaus.

Qu'est-ce que la corruption ?

La notion de corruption recouvre d'innombrables variantes d'agissements malhonnêtes – depuis le népotisme jusqu'à l'escroquerie. Transparency International la définit comme « l'abus à des fins privées d'un pouvoir reçu en délégation ». En général, on distingue deux formes de corruption. L'une, basée sur la contrainte, est très répandue dans les pays en développement : on abuse d'une position de force pour obtenir un avantage particulier. L'autre forme est une situation gagnant-gagnant : les deux parties en profitent, mais au détriment de tiers. Les dommages causés vont du préjudice matériel jusqu'à la décomposition des structures gouvernementales et sociales. Sur le plan juridique, on distingue corruption active et passive. La première correspond à celui qui propose un marché illicite, la seconde à celui qui accepte de se laisser corrompre.



Cesar Gomez Rey/Invision/Hat

Un peu partout dans le monde, les gens refusent désormais que l'on s'enrichisse sur leur dos. À Bangkok, de violentes manifestations antigouvernementales ont eu lieu récemment.

Le gendarme arrête une voiture juste à la sortie de la station-service. « Appel de phares interdit », annonce-t-il au conducteur ébahi. Celui-ci sort immédiatement son permis, bien que l'accusation soit totalement fantaisiste. Toute protestation serait déconseillée : au Sri Lanka, chacun sait que le gardien de l'ordre trouverait vite matière à d'autres contraventions.

Cet État insulaire d'Asie n'est de loin pas le seul où des policiers corrompus ont pour habitude de

compléter à leur façon un salaire souvent bien maigre. En l'occurrence, la victime dispose encore d'une marge de manœuvre. Elle peut remettre son permis de conduire à l'agent, puis aller le récupérer au commissariat local après avoir réglé son amende au guichet, comme le prévoit la loi. Mais il est beaucoup plus simple de donner directement au gendarme les roupies exigées, en arrondissant généreusement la somme vers le haut. Sans quittance, bien entendu. Tous les deux y trouvent leur



Pierre-Yves Marzin/Rhva Press/afif
Erhan Anka/NarPhotos/afif



En Espagne (à gauche) et en Turquie (à droite), des habitants sont descendus dans la rue l'an dernier pour dénoncer des politiciens corrompus.

compte : l'automobiliste conserve son permis et évite de coûteuses complications ; de son côté, l'agent empêche l'amende et le bakchich.

Un fléau qui sévit partout, y compris en Suisse

La corruption de fonctionnaires qui abusent de leur position pour se procurer des avantages illégitimes sévit partout dans le monde et revêt toutes les formes possibles. Outre l'appareil judiciaire et policier, les domaines de la santé et de l'éducation y sont particulièrement exposés. Ce mode de prévarication prend une dimension structurelle notamment dans les pays où l'État ne verse pas des salaires décentes à ses employés.

Cependant, même en Suisse, des fonctionnaires correctement rémunérés ne sont pas immunisés contre la corruption. Ainsi, cinq policiers zurichois ont été arrêtés en novembre dernier pour avoir transmis au milieu de la prostitution des informations confidentielles, notamment concernant des contrôles imminents – en échange, ils obtenaient des services sexuels et des consommations. En 2010, c'est un cadre de la caisse de pension cantonale qui a été inculpé à Zurich pour corruption. Plus récemment, la presse a stigmatisé la vénalité de hauts fonctionnaires de l'administration fédérale qui se seraient enrichis à l'occasion d'achats de matériel informatique.

Des conséquences parfois mortelles

Selon la Banque mondiale, le montant des pots-de-vin et autres dessous-de-table dépasse 1000 milliards de dollars par an à l'échelle planétaire.

Cela va du racket qui vise les petits commerçants de quartiers pauvres dans des villes du Sud jusqu'aux grandes affaires internationales, comme le scandale de la corruption en Chine, révélé en janvier dernier : des milliers de politiciens ont caché leur fortune dans des paradis fiscaux avec l'aide de banques occidentales qui obtenaient en contrepartie l'accès au marché chinois.

Les conséquences de ces agissements ne sont pas uniquement financières. Elles peuvent être mortelles, par exemple quand on peut acheter un permis de conduire ou un diplôme de médecin. Les pays pauvres et caractérisés par de faibles institutions publiques sont particulièrement vulnérables à ces malversations. La corruption paralyse le développement lorsque l'argent des impôts et de l'aide extérieure finit sur les comptes privés de politiciens et de fonctionnaires, au lieu de financer l'éducation, la santé ou les infrastructures.

Les pots-de-vin considérés comme un mal nécessaire

Ces détournements de fonds publics font s'évaporer les ressources nécessaires pour construire écoles, hôpitaux ou systèmes d'approvisionnement en eau. Ils empêchent la mise en place d'une administration efficace – quand les fonctionnaires procurent des postes rémunérateurs à leurs proches plutôt que de rechercher la personne la plus compétente en publiant une offre d'emploi. Si tout s'achète, y compris les prestations des services publics, la confiance dans l'État se désagrège et le pays n'offre plus les garanties de droit indispensables aux investissements et au développement.

Flux illicites de capitaux

Chaque année, les pays en développement perdent des sommes gigantesques qui sont transférées illégalement à l'étranger. Ces capitaux proviennent de l'évasion fiscale (pratiquée notamment par des multinationales), du vol, de la corruption, etc. Souvent, on constate des liens complexes entre les diverses sources financières, par exemple lorsque des pots-de-vin versés pour obtenir des licences d'exploitation minière finissent sur des comptes à l'étranger. Le problème est reconnu à l'échelle nationale et internationale. Les normes anticorruption et les nouvelles lois visant à accroître la transparence fiscale offrent des moyens de le combattre. Mais leur application se heurte souvent à d'autres intérêts. Il reste un long chemin à parcourir pour juguler les flux financiers illicites.



C. Sakemaki/Reuters/laif

Selon l'indice de perception de la corruption, le Soudan (en haut) et l'Afghanistan (en bas) font partie des pays les plus corrompus du monde. Ce n'est peut-être pas un hasard si les infrastructures de base y font cruellement défaut.

Une organisation d'envergure mondiale

Transparency International (TI), dont le siège se trouve à Berlin, a été fondée en 1993 pour combattre le phénomène croissant de la corruption, en particulier lors de l'adjudication des grands projets d'infrastructure dans les pays en développement. Cette ONG a contribué à faire de la corruption un délit pénal dans de nombreux pays et une pratique combattue à l'échelle internationale. Elle compte plus de cent antennes nationales, dont TI Suisse, et s'emploie depuis les années 90 à sensibiliser aussi bien les pouvoirs publics que le secteur privé. Actuellement, TI concentre notamment ses efforts sur une protection améliorée des lanceurs d'alerte et sur la lutte contre la corruption dans le cadre de l'agenda post-2015. La DDC soutient le secrétariat international de TI depuis 1994, ainsi que TI Suisse conjointement avec le Seco. www.transparency.ch

Alors que la corruption est contraire aux normes sociales et considérée comme malhonnête, on a souvent toléré de tels agissements. Ainsi, le versement de pots-de-vin à des fonctionnaires lors de transactions avec l'étranger était une pratique largement répandue jusqu'à récemment. L'accélération de la mondialisation a amplifié la « grande corruption », celle qui consiste à soudoyer des décideurs dans le but d'obtenir de gros contrats internationaux. À la suite du scandale du Watergate, les États-Unis ont été en 1977 le premier pays à interdire à ses entreprises de corrompre des agents publics étrangers. Le sujet est d'abord resté tabou partout ailleurs. On se refusait à combattre ce fléau à l'échelle internationale pour ne pas s'immiscer dans ce qui était considéré comme les affaires intérieures des États.

Dans les années 80 encore, la Banque mondiale a interdit au juriste Peter Eigen, son représentant au Kenya, de promulguer des directives anticorruption visant à exclure les entrepreneurs véreux des projets à réaliser. Peter Eigen a fini par démissionner pour fonder en 1993 – avec des personnes partageant ses idées – l'organisation non gouvernementale Transparency International.

En 1997, un nouveau pas est franchi avec l'adoption de la Convention de l'OCDE contre la corruption. Quarante États – dont la Suisse – l'ont signée à ce jour. Ils s'engagent par conséquent à punir sur leur territoire les actes de corruption

d'agents publics étrangers. Certains de ces pays ont ainsi été conduits à durcir leur législation en la matière pour satisfaire aux nouvelles normes internationales.

Les nouvelles normes pénales sont efficaces

En vigueur depuis 2005, la Convention des Nations Unies contre la corruption constitue le premier accord mondial dans ce domaine. Ce document de cinquante pages énonce les mêmes objectifs que la convention de l'OCDE, mais il est plus complet. Outre l'interdiction explicite de la corruption elle-même, il contient des dispositions pertinentes sur la prévention, la répression et la



Holly Pickett/Reuters/laif



Quand les fonds publics sont détournés vers des poches privées, le système éducatif en souffre, comme dans cette école en Somalie.

sanction de pratiques corruptrices, ainsi que sur la restitution des fonds d'origine illicite qui ont pu être saisis.

Si les 140 États qui ont ratifié la convention en appliquaient systématiquement les règles, cela donnerait un sérieux coup de frein à ce phénomène. Actuellement, les administrations publiques ne sont plus seules à devoir promulguer des règlements et créer des systèmes de contrôle destinés à combattre la corruption : les entreprises privées sont, elles aussi, toujours plus nombreuses à se doter de services de conformité ; elles s'emploient à prévenir des pratiques qui peuvent leur coûter cher, en termes d'image notamment. De nombreux pays ont créé de nouvelles normes pénales punissant de tels agissements, ce qui devrait exercer un effet préventif non négligeable.

Enquêtes compliquées et coûteuses

La corruption, pourtant, continue de sévir partout dans le monde et parfois à très grande échelle. La raison tient à sa nature même : étant donné que les personnes directement impliquées dans la corruption en tirent des avantages immédiats, elles n'ont aucune intention d'y renoncer. Elles cherchent au contraire les moyens de se soustraire aux règles en vigueur, en faisant preuve dans certaines circonstances d'une étonnante inventivité.

Il est fréquent que les politiciens et les hauts fonctionnaires n'aient pas intérêt à une répression sys-

tématique de la corruption, dans la mesure où eux-mêmes en profitent également. Ce manque de volonté politique se traduit souvent par une application lacunaire de la législation en vigueur. Huguette Labelle, présidente de Transparency International, et l'expert suisse Mark Pieth le soulignent dans un document critique publié à l'occasion du 15^e anniversaire de la convention de l'OCDE : « Enquêter et poursuivre les délits de corruption à l'étranger sont des opérations difficiles et coûteuses. Certains gouvernements n'ont pas voulu ou pas pu y consacrer les ressources nécessaires. »

L'existence de normes contraignantes et de lois rigoureuses est essentielle dans la lutte contre la corruption. Mais leur application est tout aussi importante. Cela requiert d'une part des institutions publiques fortes, d'autre part des conditions-cadres appropriées et un régime politique capable de protéger les citoyens qui refusent de telles pratiques. C'est justement à ces deux niveaux que les pays en développement présentent de sérieuses lacunes. Et c'est ici que la coopération intervient : afin d'enrayer les effets paralysants de ce fléau, elle met en œuvre des programmes anticorruption, en particulier dans le domaine de la bonne gouvernance, et elle s'emploie à renforcer la société civile. ■

(De l'allemand)

Pots-de-vin suisses à l'étranger

Depuis 2000, les entreprises suisses qui corrompent des agents publics étrangers sont passibles de poursuites pénales. Selon Transparency International, la Suisse est l'un des pays exportateurs les plus « propres » du monde. Un sondage de la Haute école spécialisée de Coire révèle cependant qu'il arrive aussi à des entreprises helvétiques de corrompre pour obtenir des contrats : 56% des firmes interrogées admettent s'être acquittées de paiements « informels » quand elles ont été confrontées à de telles requêtes. Les montants versés représentaient en moyenne 5% de leur chiffre d'affaires dans le pays. Une bonne partie des entreprises ayant refusé de payer disent avoir perdu des commandes ou s'être retirées du marché pour cette raison. Selon l'étude, le fait qu'une entreprise s'engage ou non dans des actes de corruption dépend essentiellement de l'attitude adoptée par ses dirigeants.

« Lutter efficacement contre les risques de corruption – Stratégies pour les entreprises internationales », HTW Coire, 2012

Combattre et prévenir

La corruption entrave le développement. Pourtant, les milieux de la coopération ont longtemps rechigné à aborder ce sujet. Entre-temps, le vent a tourné. Aujourd'hui, les coopérants parlent ouvertement des risques que comporte leur travail dans un contexte corrompu. Ils participent à des projets bilatéraux et à des réseaux internationaux visant à juguler ce fléau.



Fernand Moleres/af

Christa Lachemster/af

Dans leurs activités, les agences de développement, comme la DDC, sont confrontées à des pratiques de corruption. C'est le cas notamment au Bangladesh.

(gn) Des biens humanitaires sont bloqués depuis des jours dans le port d'une ville africaine. À l'intérieur du pays, la population en a un urgent besoin. Mais les douaniers exigent une forte somme d'argent pour laisser sortir cette marchandise. Que faire ? La pesée d'intérêts est souvent difficile : faut-il appliquer la politique de « tolérance zéro » face aux demandes de pots-de-vin et à la corruption ou privilégier le déploiement de l'aide d'urgence et de la coopération au développement ?

Il arrive aussi à la DDC d'être confrontée à des situations dans lesquelles les impératifs humanitaires obligent à donner suite à des demandes de bakchich. Toutefois, ce sont des cas exceptionnels qui devraient être consignés, indique Anne Rivera, cheffe du Compliance Office du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). « Lorsqu'on a tout tenté pour rejeter de telles prétentions et

qu'il faut finalement payer pour pouvoir livrer des secours, nous conseillons de rendre ces dépenses transparentes et de les faire figurer dans le décompte. »

Dans tous les autres cas, la corruption est sanctionnée beaucoup plus sévèrement qu'il y a quelques années. Par le passé, on tendait à fermer les yeux sur les petites infractions aux lois et aux réglementations. Aujourd'hui, les contrevenants doivent s'attendre à faire l'objet d'une plainte, même si le montant du délit est modeste. Et M^{me} Rivera d'ajouter : « Nous dénonçons une personne également si nous savons dès le départ que la procédure sera compliquée et entachée d'arbitraire, du fait que la police et les tribunaux sont eux-mêmes corrompus. De cette manière, nous signalons clairement que la Suisse refuse de se prêter à de tels agissements. »



En Angola (à gauche), la Suisse restitue des avoirs bloqués provenant de pots-de-vin et les relie à des projets de déminage. En Tanzanie (à droite), elle combat la corruption en appuyant des médias d'investigation.

Favoriser ses amis ou sa famille

De nombreux exemples illustrent à quel point il peut être difficile de respecter ses propres principes d'intégrité dans le contexte d'un pays en développement. Transparency International Suisse organise deux fois par an une rencontre destinée à échanger des expériences, qui suscite beaucoup d'intérêt parmi les collaborateurs de la coopération suisse au développement : c'est l'occasion d'évoquer ensemble des cas concrets et d'envisager des solutions. Il s'agit le plus souvent d'incidents vécus sur le terrain par des organisations partenaires. Celles-ci sont plus directement exposées à ce genre de prétentions et souvent confrontées à des réseaux qui encouragent, voire imposent, la corruption. « Au Bangladesh, nos partenaires locaux sont obligés de verser de l'argent à l'État rien que pour pouvoir travailler », constate Anne Rivera. La DDC s'efforce de réagir à ces situations par une affectation rigoureuse des fonds accordés et en suivant de près la réalisation des projets.

Une pratique fréquente consiste à favoriser des amis ou sa famille lors de l'attribution d'un emploi. On se trouve là dans une « zone grise » juridique. En revanche, les listes de salariés fictifs ou les pièces justificatives de dépenses inexistantes relèvent clairement du délit pénal.

Il n'est pas simple de percer à jour des affaires de corruption. « Les contrôles de routine n'y suffisent pas », observe Yvan Maillard Ardent, de Transparency International Suisse. C'est pourquoi il attend des agences de développement et des ONG qu'elles protègent mieux les lanceurs d'alerte : « Nous avons besoin de plus de canaux fiables pour la dénonciation des comportements répréhensibles. C'est le seul moyen de trouver les cou-

pables et de prendre les sanctions qui s'imposent. » Le Compliance Office du DFAE offre désormais une permanence téléphonique aux lanceurs d'alerte. En outre, il fournit des conseils aux collaborateurs qui, en mission à l'étranger, doivent faire des choix difficiles entre le principe d'intégrité imposé par la centrale et les usages locaux.

Mesures élaborées en commun

Une coopération au développement efficace requiert des mesures visant à prévenir la corruption et à garantir un maximum d'intégrité interne. Ce sont des conditions indispensables à la crédibilité d'une agence de développement ou d'une ONG. « Bien combattre la corruption accroît l'efficacité d'un projet, du fait que les ressources disponibles s'en trouvent mieux exploitées. Cela crée un climat de confiance qui facilite les campagnes de sensibilisation dans le pays partenaire », explique Yvan Maillard Ardent pour résumer les avantages d'une politique anticorruption menée avec détermination. Il vaut donc la peine d'investir les fonds de l'aide au développement non seulement dans des projets techniques, mais aussi dans des cours et des ateliers consacrés à la lutte contre ce fléau.

Avec le soutien de la DDC, douze ONG suisses réalisent un projet pilote qui consiste à élaborer ensemble une série de mesures anticorruption. Selon M. Maillard Ardent, la DDC devrait s'engager encore plus dans cette direction et exercer une pression accrue, en matière de prévention, sur les organisations avec lesquelles elle travaille : « En tant que bailleur de fonds, la DDC peut déclencher un effet boule de neige en imposant à ses partenaires des règles d'intégrité qui leur conféreront un rôle de modèle dans leurs pays respectifs. »

Cadeaux et corruption

Où s'arrêtent les pratiques usuelles en matière de relations et où commence la corruption ? La frontière est floue. Toute aussi délicate est la question de savoir quand et dans quelles circonstances il est licite d'accepter un cadeau. Administrations, entreprises et organisations sont toujours plus nombreuses à définir un cadre approprié. Ainsi, l'administration fédérale suisse fixe dans un code de comportement les règles à respecter par son personnel : « Les employés ne doivent accepter aucun don ni autre avantage dans l'exercice de leur activité professionnelle. Font exception à cette règle les avantages de faible importance conformes aux usages sociaux. On entend par avantage de faible importance les dons en nature dont la valeur marchande n'exécède pas 200 francs. » À la DDC, les collaborateurs sont tenus de signaler à leur supérieur hiérarchique tout cadeau dont la valeur atteint ou dépasse 40 francs. Ils ne peuvent pas accepter les dons supérieurs à 200 francs. Dans le cas où un refus serait contraire aux usages locaux, ils doivent les remettre à la centrale.



Claudine Doumy/VU/laif

La restitution par la Suisse de pots-de-vin bloqués permet de financer l'éducation d'enfants défavorisés au Kazakhstan, dans le cadre d'un projet de développement.

La DDC a sa propre stratégie

Depuis 2006, la DDC dispose d'une stratégie de lutte anticorruption qui lui sert de référence pour toutes les mesures qu'elle prend dans ce domaine. Les efforts se déploient sur quatre fronts afin d'assurer l'intégrité de la DDC et de ses partenaires, et de combattre la corruption tant dans les pays d'intervention qu'à l'échelle mondiale :

- Règles déontologiques rigoureuses sur le plan interne ; le personnel est instruit en conséquence.
- Directives à l'intention des partenaires et suivi de ceux-ci ; dénonciation des cas de corruption au sein des organisations avec lesquelles la DDC collabore.
- Projets et programmes de lutte contre la corruption dans le cadre de la coopération bilatérale.
- Soutien à des initiatives anticorruption à l'échelle internationale.

www.deza.admin.ch/ressources/resource_fr_92770.pdf

Combattre la corruption, c'est d'abord améliorer la transparence et l'obligation de rendre des comptes. Bien entendu, ces principes ne s'appliquent pas seulement aux organisations de développement elles-mêmes, mais aussi au contexte et aux conditions-cadres dans lesquelles se déploient leurs activités. Des progrès durables ne sont possibles que si l'on parvient à enrayer vraiment la corruption. Cela requiert des procédures souvent longues et laborieuses, auxquelles les projets ou programmes de développement peuvent également apporter un soutien actif.

La DDC contribue à la lutte contre la corruption dans plusieurs de ses pays partenaires, dont le Bhoutan ou la Tanzanie. Elle soutient aussi bien les efforts du gouvernement que ceux de la société civile qu'il s'agit de renforcer grâce notamment à des organismes de contrôle efficaces et à des médias d'investigation. Il importe cependant de mener ce combat simultanément à tous les échelons. « Les meilleures lois anticorruption et les menaces de sanction les plus sévères ne serviront à rien aussi longtemps que les fonctionnaires ne toucheront pas un salaire leur permettant de vivre décemment », observe Yvan Maillard Ardenti.

Dénoncer et dévoiler avant de restituer

Le commerce des matières premières et les transferts financiers internationaux constituent d'autres aspects essentiels de la lutte anticorruption dans

notre économie mondialisée : les mesures à prendre dans ces domaines revêtent une importance centrale, pour les pays en développement en particulier.

La DDC est en train d'étoffer à cet égard son action bilatérale et multilatérale. Elle a notamment créé un poste ad hoc : Salome Steib, nouvelle responsable des secteurs anticorruption et restitution d'avoirs, représente la Suisse dans de nombreux organismes et groupes d'intérêt internationaux ; elle s'emploie à promouvoir la création et la mise en œuvre de normes favorables au développement. M^{me} Steib assure en outre le suivi de projets menés en Angola et au Kazakhstan, qui visent à restituer aux pays d'origine des capitaux bloqués pour des raisons de corruption. Ce nouveau domaine d'action, appelé *asset recovery*, constitue une importante avancée des dernières années. Il doit encore être étendu et amélioré. Cela suppose toutefois que l'on puisse au préalable dénoncer et dévoiler les délits en question, pour ensuite les sanctionner et restituer l'argent volé. ■

(De l'allemand)

Un pilier de la démocratie

Le royaume du Bhoutan doit relever actuellement un double défi : après une longue période d'isolement, ce petit État himalayen ouvre ses frontières à l'économie mondialisée et prend le chemin de la démocratie. Élément essentiel pour la réussite de ce processus, sa commission anticorruption nationale a été mise sur pied avec le soutien de la Suisse.



Au Bhoutan, la révélation de cas de corruption a influencé les élections de mai 2013.

(gn) En mai 2013, le ministre de l'intérieur et le président du Parlement bhoutanais ont été condamnés à des peines de prison pour avoir attribué illégalement des terres. Ce verdict a fait sensation, car c'était la première fois que de hauts responsables de l'État étaient convaincus de corruption. Peu après, le parti gouvernemental a été largement battu lors des deuxièmes élections démocratiques organisées dans le pays. Une majorité de la population l'a renvoyé dans l'opposition. Même si le résultat de ce scrutin n'est pas dû uniquement au scandale provoqué par l'affaire de corruption, celle-ci a été largement débattue durant la campagne électorale.

Effet dissuasif

Si ces transactions foncières illicites ont été dévoilées et leurs auteurs traduits en justice, c'est grâce

au travail compétent et systématique de la commission anticorruption nationale (ACC). Celle-ci fait désormais partie intégrante de la vie politique bhoutanaise. Elle constitue un pilier essentiel du processus de démocratisation.

« Le plus important, c'est que l'on discute aujourd'hui ouvertement de la corruption et que l'on reconnaisse son existence dans notre pays », souligne Dasho Neten Zangmo, présidente de l'ACC, dont l'attitude résolue a beaucoup contribué au succès de la commission. « Deuxièmement, nous produisons un effet dissuasif : dans 90% des 120 cas que nous avons poursuivis pénalement à ce jour, les coupables ont été condamnés. Certaines de ces affaires impliquaient des personnages puissants et très en vue. C'est pourquoi les gens craignent les enquêtes de l'ACC. Cependant, notre but ultime est d'instaurer dans l'administration et dans la société



Alain Benarous/Alpa/Alfi

Le renforcement de la société civile doit créer les bases d'une démocratie vivante.

Transition vers la démocratie

La Suisse soutient le développement du Bhoutan depuis les années 50. À l'origine, l'aide, de nature privée, reposait sur l'amitié entre un industriel suisse et la famille royale. Il en est résulté des programmes de développement financés d'abord en majeure partie par Helvetas, puis par la Confédération à partir de 1978. La dernière phase du partenariat bilatéral entre le Bhoutan et la Suisse a démarré avec le processus de démocratisation lancé par le roi : dans le cadre d'un vaste programme de gouvernance, la Suisse soutient depuis 2006, et jusqu'en 2016, les opérations de transformation qui mènent de la monarchie absolue à un régime démocratique. Ce processus comporte des réformes au niveau gouvernemental, la création de structures décentralisées ou encore le renforcement de la société civile, laquelle constitue la base d'une démocratie vivante.

en général une culture qui rendra finalement l'existence de la commission superflue. »

L'ACC y travaille en étoffant progressivement ses capacités institutionnelles et en introduisant des mesures qui permettront à l'avenir de prévenir la corruption de manière systématique dans tout l'appareil d'État. Elle organise en outre des programmes de sensibilisation à l'échelle nationale, dans les écoles notamment. Les élèves apprennent ainsi à discerner clairement où commence la corruption. Dans le cadre d'un atelier sur ce thème, Yeshey Lhaden, âgée de 14 ans, en donne un exemple probant : « Quand des parents utilisent une voiture de service de l'État pour conduire leurs enfants à l'école, ils abusent d'un bien public. »

Initiative royale

C'est à l'initiative du roi Jigme Singye Wangchuck que l'ACC a été instaurée. Dans le décret du 31 décembre 2005, qui pose les fondements de la commission, ce dernier constate : « La rapidité du développement économique vécu par notre pays a eu pour effet de changer les mentalités. Sous l'influence d'intérêts personnels, des pratiques corrompues ont fait leur apparition aussi bien dans l'administration que dans le secteur privé. Si nous ne prenons pas maintenant des mesures appropriées pour enrayer cette tendance, nous serons confrontés à de graves problèmes dans l'avenir. » Au moment où le Bhoutan s'engageait dans un processus de démocratisation et d'ouverture, le souverain voulait aussi prévenir d'emblée un danger associé à la modernisation. C'est en bonne partie grâce à

la création de l'ACC que ce processus s'est déroulé jusqu'ici de manière exemplaire.

Pays donateur de longue date, la Suisse a commencé en 2006 de soutenir l'avènement de la démocratie. Dans le cadre de cet engagement, des spécialistes anticorruption de l'Institut bâlois de la gouvernance appuient depuis 2007 l'organisation et le travail de l'ACC. « La DDC s'est rendu compte dès le départ qu'il fallait accorder une attention particulière à cette institution publique encore inexpérimentée », note Evelin Stettler, chargée de programme de la DDC pour le Bhoutan. On savait par ailleurs que l'intervention dans un domaine politiquement aussi sensible que la lutte contre la corruption nécessite une grande vigilance pour porter ses fruits. L'évolution récente du petit royaume himalayen montre cependant que les efforts consentis ont été payants. Selon Evelin Stettler, c'était là une occasion unique de soutenir simultanément des mesures anticorruption et la mise en place d'un régime démocratique.

Des efforts qui portent leurs fruits

Le succès de l'ACC doit beaucoup à l'appui du roi ainsi qu'à son ancrage dans la Constitution et dans des lois. Cela lui permet d'agir indépendamment de l'agenda politique. De plus, le soutien apporté par l'étranger a beaucoup fait pour asseoir la réputation et la confiance dont jouit l'ACC, estime sa présidente.

Dasho Neten Zangmo dit que son travail à la tête de l'autorité suprême de la lutte anticorruption correspond à son caractère : « Je n'ai pas la langue dans ma poche et donne le meilleur de moi-même pour la bonne cause, sans me préoccuper des conséquences personnelles. » À ses yeux, le principal défi que devra probablement relever l'ACC à l'avenir concernera la corruption politique, notamment en relation avec le financement des partis – un des côtés négatifs de la démocratisation. Vu l'économie actuelle du Bhoutan, des problèmes de ce type pourraient également apparaître dans le domaine des investissements directs étrangers, en particulier dans les infrastructures d'approvisionnement en eau.

En tout état de cause, un coup d'œil sur le dernier classement selon l'indice de perception de la corruption, publié par Transparency International, prouve que les efforts entrepris par le royaume himalayen portent leurs fruits : le Bhoutan y occupe un excellent 31^e rang, ce qui le place en cinquième position des pays les plus « propres » de la région Asie-Pacifique. ■

(De l'allemand)

La petite sœur de la violence

Si la coopération au développement tolère la corruption, elle maintient les gens dans la pauvreté. Tel est l'avis de Mark Pieth, professeur de droit pénal et expert en gouvernance. Ce juriste bâlois explique pourquoi, en matière de lutte contre la corruption, il a jusqu'ici concentré son attention sur les pays du Nord. Entretien avec Gabriela Neuhaus.



Les pays riches en matières premières, comme la République démocratique du Congo, sont particulièrement exposés à la corruption.

Un seul monde : Pensez-vous, sur la foi de votre longue expérience dans ce domaine, qu'il soit possible d'éradiquer la corruption ?

Mark Pieth : L'éradiquer, certainement pas. Mais on peut et on doit la combattre. Il s'agit cependant d'un travail de longue durée, dans la mesure où la corruption constitue une forme de gestion du pouvoir. De même que l'on n'a jamais réussi à maîtriser la violence au cours de l'histoire, il s'avère difficile de mettre un frein à la corruption – sa petite sœur.

Comment s'y prendre, en particulier dans les pays en développement ?

L'idée n'est pas de traquer le policier qui réclame des pots-de-vin pour compléter un salaire de misère. La responsabilité incombe à l'État qui l'emploie à des conditions pareilles. Le vrai problème, c'est la corruption économique transnationale. Le scénario est classique : avec l'aide d'intermédiaires financiers, des entreprises du Nord versent des centaines de millions à des chefs d'État et des ministres du Sud pour obtenir des licences d'exploitation minière ou l'attribution de travaux d'infrastructures. Les potentats acceptent cet argent non

seulement par cupidité, mais aussi pour asseoir durablement leur pouvoir. Démocratie et État de droit n'ont aucune chance dans un tel contexte. Il serait naïf de demander à la justice d'être indépendante, alors que n'importe quel juge complaisant reçoit des dessous-de-table.

Depuis les années 90, on a déployé beaucoup d'efforts pour enrayer la « grande corruption ». Qu'est-ce que cela a donné ?

Nous avons créé, à l'échelle internationale, une dizaine d'instruments juridiques visant à combattre la corruption. Ils ont servi de base à une série de lois réprimant de tels agissements. Même si ces textes restent souvent lettre morte, la lutte anticorruption fait aujourd'hui partie de l'agenda politique. Cela nous habilite à aborder le sujet lors de négociations avec des États faibles. En Ukraine, en Inde et même en Europe... On en parle aujourd'hui partout. Pendant des millénaires, on a toléré

« Une aide au développement qui tolère la corruption perpétue la pauvreté. »

la corruption, alors qu'elle était condamnée notamment par toutes les grandes religions.

Y a-t-il des différences culturelles dans le regard que l'on porte sur la corruption ?

Dans bien des pays, offrir des cadeaux est une tradition plus courante que chez nous. Mais même en Europe, les pratiques ne sont pas les mêmes partout : un fonctionnaire suisse peut sans autre accepter une invitation pour un repas, alors qu'en Allemagne, la limite tolérée sera souvent un simple



Mark Pieth, professeur de droit pénal et de criminologie à l'Université de Bâle, est un expert de la lutte anticorruption. Il a été l'un des moteurs de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre ce fléau et a présidé de 1990 à 2013 le groupe de travail chargé de la mettre en œuvre. Depuis 2009, il fait partie d'un comité consultatif indépendant qui conseille le président de la Banque mondiale sur des questions d'intégrité. En 2011, la Fédération internationale de football a fait appel à lui pour réformer sa gouvernance. Depuis début 2014, M. Pieth préside le Conseil d'appel de la Banque africaine de développement, auprès duquel peuvent recourir les entreprises frappées d'exclusion pour avoir pratiqué la corruption.



La collaboration avec des partenaires étrangers renforce la position de la presse kenyane et lui offre une protection.

Till Muellermeister/laif

café. À ce niveau, il y a certaines différences. En revanche, toutes les cultures condamnent les «cadeaux» qui se chiffrent en millions et qui visent à étayer le pouvoir de certains individus en contournant les structures étatiques.

La corruption est-elle vraiment un facteur de pauvreté ?

Elle a tout au moins pour effet de maintenir les gens dans le dénuement. Une aide au développement qui n'en tient pas compte et ne combat pas systématiquement la corruption fait des dégâts. Je suis entièrement d'accord sur ce point avec l'économiste zambienne Dambiso Moyo (ndlr : auteure du livre *L'aide fatale*). La corruption absorbe environ 20% de l'argent de la Banque mondiale. On s'en accommode, avec l'argument que l'on ne veut pas compromettre des projets efficaces. Je trouve que c'est une erreur. Une aide au développement qui tolère la corruption perpétue la pauvreté. Cela s'observe en particulier dans les pays frappés par la «malédiction des matières premières», où une petite élite empêche la manne des exportations et laisse la coopération au développement nourrir le reste de la population.

Que devrait faire concrètement la coopération pour combattre ce fléau ?

L'aide au développement exerce tout d'abord, dans le pays donateur, une fonction importante de contrepoids aux milieux qui veulent promouvoir les exportations à tout prix. À cet égard, une agence publique comme la DDC se trouve aux avant-

postes. Le Ministère public de la Confédération est lui aussi concerné : la Suisse est une place financière importante et abrite le siège de nombreuses multinationales qui opèrent parfois dans des contextes problématiques ; à ce titre, elle a des responsabilités et se doit de poursuivre partout dans le monde les cas de corruption transnationale. Dans les pays en développement, il est judicieux de réaliser des projets à long terme, destinés notamment à renforcer la société civile. On ne marginalise plus si facilement les organisations non gouvernementales quand elles bénéficient d'un soutien international. Au Kenya, par exemple, la presse locale ne craint pas de dénoncer les graves violations des droits de l'homme. Si les journalistes peuvent le faire, c'est grâce à leur coopération avec des partenaires étran-

« Les plus corrompus tiennent de beaux discours pour condamner la corruption. »

gers, qui leur vaut une certaine protection. Les contacts internationaux sont déterminants. Souvent, il n'y a même pas besoin de beaucoup d'argent pour faire bouger les choses.

Quelles seront les priorités à l'avenir ?

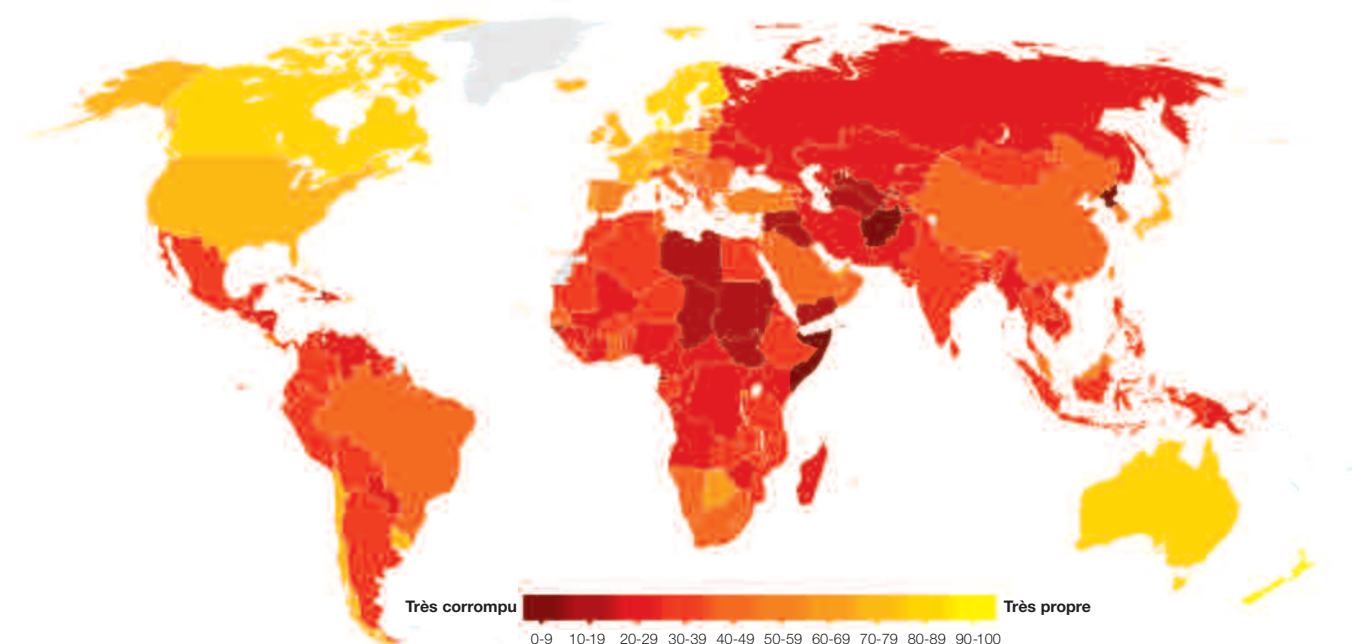
Au cours des 25 dernières années, nous avons créé des règles – dont l'application reste toutefois problématique. Le fait que la corruption figure désormais sur l'agenda politique a son revers : les plus corrompus tiennent de beaux discours pour condamner ce phénomène. Au Nord comme au Sud, il s'agit maintenant de passer aux actes, alors que l'on ne sait pas trop comment s'y prendre. J'ai toujours montré de la retenue à l'égard des pays en développement, pour ne pas faire figure de néocolonialiste. Dans le Nord, par contre, j'exhorte directement entreprises et gouvernements à prendre des mesures de lutte contre la corruption. Tel a été mon travail jusqu'à présent. Je pense qu'à l'avenir, nous devons agir de façon encore plus systématique et cohérente. ■

(De l'allemand)

Recherches sur la corruption

L'Institut bâlois de la gouvernance se consacre à des travaux de recherche sur des thèmes tels que la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance. Il aborde cette thématique sous divers angles. Ses projets concernent par exemple l'influence des conditions-cadres sur la corruption ou l'élaboration de règles de conformité destinées aux entreprises. L'une de ses quatre divisions est le Centre international pour le recouvrement des avoirs volés (ICAR), qui contribue à rapatrier la fortune des potentats. L'institut a été fondé en 2003 par Mark Pieth, qui en préside toujours le conseil de fondation. Sa création a été financée par la fondation Danzas. Aujourd'hui, il est soutenu notamment par la DDC, le Liechtenstein et la Grande-Bretagne. www.baselgovernance.org

Faits et chiffres



Baromètre mondial de la corruption 2013

Depuis 1995, l'organisation Transparency International publie chaque année un classement des pays basé sur l'indice de perception de la corruption. En 2013, les mieux notés étaient le Danemark et la Nouvelle-Zélande. La Suisse occupait le 7^e rang sur 177 pays. L'Afghanistan, la Corée du Nord et la Somalie étaient perçus comme les États les plus corrompus du monde.

Source : *Transparency International*

Des sommes astronomiques...

- Les pots-de-vin circulant entre pouvoirs publics et secteur privé totalisent annuellement plus de 1000 milliards de dollars dans le monde.
- Le montant des pertes dues à la corruption est estimé à 4 billions de dollars par année, ce qui représente 12% du PIB mondial.
- Rien que dans les pays en développement et en transition, les pots-de-vin versés par des entreprises à des politiciens ou à des fonctionnaires atteignent 40 milliards de dollars par an.
- Selon les données fournies par les milieux économiques, la corruption a pour effet de renchérir d'au moins 10% le coût des projets.
- La corruption détourne 15% des fonds consacrés à la coopération au développement.

Sources : *Banque mondiale, Transparency International*

Liens

Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers

www.oecd.org/fr/daf, « *Corruption sur les marchés internationaux* »

Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC)

Traité à caractère général et contraignant en droit international pour la lutte contre la corruption.

www.unodc.org, « *Corruption* »

UNCAC Coalition

Réseau international comptant plus de 350 organisations pour la mise en œuvre de la CNUCC

www.uncaccoalition.org

Informations sur l'état actuel du droit pénal en matière de corruption en Suisse

www.dfjp.admin.ch, « *Renforcement des dispositions pénales incriminant la corruption* »

Publications

Mark Pieth - *Der Korruptionsjäger - Im Gespräch mit Thomas Brändle und Siri Schubert*, éditions Zytglogge, Berne, 2013

Transparency International et Pain pour le prochain : *Korruption in der Entwicklungszusammenarbeit: Sammlung von konkreten Korruptionsfällen et Prévention de la corruption dans la coopération au développement - Check-list pour l'autoévaluation.*

Ces deux publications sont disponibles sur le site www.transparency.ch/fr, « *Publications* », « *Guides et check-lists* »

Les enfants syriens, des cancrres malgré eux

Sur 1,3 million de réfugiés syriens au Liban, environ la moitié sont des enfants. Il est essentiel de les scolariser si l'on veut éviter l'essor d'une génération illettrée. Leur éducation représente un important défi pour le pays d'accueil. Cependant, elle offre aussi l'occasion de réformer un système éducatif rongé par les inégalités. D'Emmanuel Haddad*.



Le Liban est tributaire de l'aide internationale pour gérer l'afflux massif de réfugiés fuyant le conflit syrien.

Des réserves de pétrole encore inexploitées

Entre 440 et 675 millions de barils de pétrole et 15 trillions de m³ de gaz naturel : c'est le trésor énergétique que recèle la zone économique exclusive du Liban, selon la société d'études Beicip-Franlab. Des réserves suffisantes pour mettre un terme aux coupures de courant quotidiennes et faire du pays un exportateur d'énergie. En avril 2013, douze sociétés ont été sélectionnées pour opérer au large des côtes libanaises, parmi lesquelles Shell, Total et ExxonMobil. Mais faute de gouvernement élu, le début de la phase d'exploitation est sans cesse repoussé. Cette situation réjouit ceux qui craignent que le Liban ne subisse la « malédiction des matières premières », une théorie selon laquelle les pays riches en ressources naturelles pâtissent paradoxalement d'une faible croissance économique.

« En leur donnant accès à l'éducation, nous protégeons les enfants syriens et nous nous préservons nous-mêmes. » Sourire de gosse et regard bleu céruléen, Kamel Kozbar est le directeur d'une école privée à Saïda, au sud du Liban. Il préside également l'union des 25 organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires qui sont actives auprès des réfugiés syriens dans la troisième ville du pays. « Quand les Syriens ont commencé d'affluer au printemps 2011, tout le monde était prêt à les aider, pensant que la guerre ne durerait pas plus de trois mois. Les familles libanaises leur ont alors ouvert leurs maisons », se souvient ce natif de Saïda. Mais la situation s'éternise. Ces hôtes sont là depuis trois ans et la générosité des Libanais s'érode. « C'est pourquoi nous avons convaincu les écoles privées et publiques d'accueillir gratuitement les enfants syriens. Ainsi, on évite qu'ils tournent mal et que les Libanais voient de plus en plus la présence des réfugiés comme un poids insurmontable. »

Menace sécuritaire et économique

Plus de 1,3 million de Syriens ont déjà trouvé refuge sur sol libanais, selon les estimations du gouvernement. Ils représentent environ 25% de la population. En janvier dernier, 850 000 étaient enregistrés auprès du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Beaucoup de Libanais, marqués par l'occupation militaire syrienne qui a duré jusqu'en 2005, voient d'un mauvais œil cet afflux ininterrompu. À la moindre étincelle, c'est l'escalade. En décembre dernier, des habitants de Qsarnaba, dans la plaine de la Bekaa, ont brûlé les tentes d'un camp de réfugiés, car ils soupçonnaient des Syriens d'avoir abusé sexuellement d'un jeune Libanais handicapé. Le maire de la ville justifie une telle violence en invoquant la menace que représente cette population. Le risque serait double : sécuritaire, dans la mesure où certains Syriens prennent part au conflit depuis le Liban, et économique, puisque les réfugiés sont

accusés de voler le travail des nationaux, cela dès leur plus jeune âge.

Une école réservée aux élèves syriens

Cette psychose nationale prend parfois une tournure xénophobe. Kamel Kozbar a vite compris que le meilleur moyen d'y échapper était d'accueillir les petits Syriens sur les bancs d'école. Tous les matins, des minibus remplis de réfugiés avalent la côte qui mène à l'école Insani qu'il dirige. Cet établissement, construit avec des fonds qataris et koweïtiens, s'est



Le taux d'abandon scolaire est très élevé parmi les enfants réfugiés. Beaucoup d'entre eux s'improvisent cireurs de chaussures.

ouvert en septembre dernier. Des professeurs syriens et libanais y enseignent le cursus scolaire libanais aux jeunes réfugiés. Dans une salle de classe où les parpaings apparents sont recouverts de drapeaux de la Syrie libre peints par les enfants, Khadija ne cache pas ses difficultés : « Les élèves ont beaucoup de mal avec l'anglais. De plus, certains d'entre eux, traumatisés par ce qu'ils ont vécu, ont de la peine à se concentrer », reconnaît cette professeure d'anglais originaire de Syrie. Dans leur pays, les enfants suivaient les cours en arabe, tandis qu'au Liban, les mathématiques et les sciences sont enseignées en anglais ou en français dès le cycle primaire. Une aubaine pour Asma, 17 ans, qui voudrait devenir journaliste : « Mon père m'a dit que si la famille rentre à Damas, je resterai ici pour terminer mes études, car on y apprend mieux l'anglais qu'en Syrie », affirme la jeune fille avec espoir.

Taux élevé d'échec scolaire

Pour la majorité des élèves syriens, qui vivent sous des tentes ou cohabitent avec d'autres familles dans des logements insalubres, apprendre dans une langue étrangère est un défi insurmontable. « L'an dernier, 97% des Syriens inscrits dans les écoles libanaises ont abandonné », affirme Maha Shuayb, directrice du Centre d'études sur le Liban. Dans le quartier Hamra à Beyrouth, où se situe son bureau, des en-

fants syriens s'improvisent cireurs de chaussures. Ils ne sont pas les seuls à pâtir d'un échec scolaire. « Les mêmes freins à l'éducation marginalisent les enfants libanais des régions pauvres de la Bekaa et du Akkar, ainsi que les jeunes Palestiniens vivant dans des camps de réfugiés », rappelle M^{me} Shuayb.

Un système éducatif à deux vitesses

Début 2014, le premier ministre libanais démissionnaire Najib Mikati a appelé la communauté internationale à « envisager sérieusement la création



Sam Tarling/NYT/Reuters/Arif

de camps sécurisés en territoire syrien » pour alléger le fardeau qui pèse sur son pays. Selon lui, le chômage a doublé à cause de la guerre et de l'afflux de réfugiés.

En fait, il semble que ces derniers servent surtout de boucs émissaires pour justifier le taux de chômage élevé, qui atteint 24% parmi les jeunes Libanais. Deux experts, Mary Kawar et Zafiriz Tzannatos, ont analysé les causes de ce phénomène. Dans une étude publiée en 2012 par le Centre libanais d'études politiques, ils font le constat suivant : « Le système éducatif est pétri d'inégalités. Les enfants issus des couches sociales défavorisées accèdent moins facilement à l'éducation primaire, aux écoles privées et à l'université que ceux des autres catégories socioéconomiques. Ces inégalités sont accentuées par le faible niveau des dépenses publiques affectées à l'éducation, par rapport à celles du privé. » Seuls 5% des enfants de familles pauvres sont inscrits dans des écoles privées, contre 66% de ceux issus de milieux aisés. Dans certains villages, le taux de décrochage scolaire atteint 65%.

Maha Shuayb alerte sur les conséquences de cette situation : « À l'instar des Palestiniens et des jeunes Libanais de régions pauvres, les Syriens sont destinés à devenir une main-d'œuvre bon marché ou à s'enrôler dans des groupes islamistes radicaux. » Loin d'être une plaie, leur présence constitue, selon

Le Liban en bref

Superficie
10 452 km²

Capitale
Beyrouth

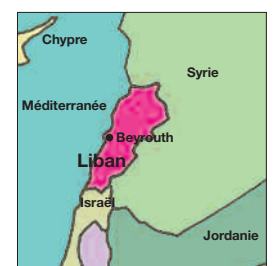
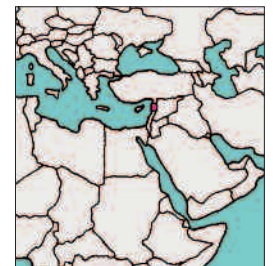
Population
4,2 millions d'habitants

Langues
Arabe (langue officielle), français, anglais, arménien

Religions
L'État reconnaît 18 religions : sunnites (27%), chiites (27%), maronites (21%), grecs orthodoxes (8%), grecs catholiques (5%), druzes (5%), etc.

Structure du produit intérieur brut
Services 75%
Industrie 20%
Agriculture 5%

Produits d'exportation
Joierie, matériel électrique, agroalimentaire, produits métalliques et chimiques, textile, papier





Kate Brooke/Reuters/afaf

S'ils suivent une formation professionnelle, par exemple en agriculture, les adolescents seront moins tentés de travailler au noir ou de rejoindre des groupes extrémistes.

À quand l'abolition de la kafala?

Plus de 200 000 femmes originaires notamment d'Éthiopie, du Bangladesh, des Philippines et du Népal sont employées de maison au Liban. En 2008, l'organisation Human Rights Watch (HRW) a révélé que chaque semaine, une de ces migrantes mourait de cause non naturelle (suicide ou accident). Elle pointait du doigt le système de la *kafala*, qui permet aux employeurs de confisquer le passeport de ces femmes et de les faire travailler onze heures par jour ou davantage. Dans son rapport 2014, HRW se félicite qu'un Libanais ait été condamné à deux mois de prison pour avoir refusé de payer une employée pendant des années. Mais le projet de réforme de la *kafala* n'a toujours pas été voté par le Parlement. Avec l'appui de la DDC, le ministère du travail a publié l'an dernier un guide d'information à l'intention des domestiques migrantes. www.mdwguide.com

elle, une occasion pour le Liban de s'attaquer à toutes ces inégalités. « Avec l'argent octroyé par les Nations Unies, le gouvernement peut faire beaucoup pour améliorer l'éducation publique. »

Les Syriens se prennent en main

Le Liban dépend en effet de l'aide internationale pour faire face à l'afflux de réfugiés syriens. « Étant donné l'ampleur des arrivées, nous réalisons que les écoles publiques ne pourront pas accueillir tous les enfants », reconnaît Aseel Jammal, du HCR. L'objectif du ministère de l'éducation est de scolariser 100 000 enfants syriens, soit à peine un sixième d'entre eux.

À Deir Ammar, village proche de Tripoli, Moustapha a trouvé une solution pour éduquer des jeunes Syriens qui n'ont pas accès à l'école publique. En fuyant Damas, cet instituteur syrien a emporté ses manuels scolaires ; il s'en sert pour élaborer le programme de l'école Tuyoor el-Amal (les oiseaux de l'espoir) qu'il a ouverte en 2013. Conscient que le programme scolaire syrien n'est pas reconnu au Liban, Moustapha assume son choix : « La plupart des Syriens sont de toute manière exclus de l'école libanaise, car ils doivent justifier de la scolarité suivie avant leur inscription. Or, la plupart ont fui la Syrie sans leurs documents scolaires ou n'ont pas pu aller à l'école à cause de la guerre. » Peu importe que les élèves n'obtiennent pas de diplôme. Le directeur se bat contre « une maladie qui se répand parmi la jeunesse syrienne au Liban : l'illettrisme. »

Améliorer la formation professionnelle

Dans le camp informel de Minyara, situé au nord du Liban près de la frontière syrienne, les enfants suivent depuis un an les cours d'anglais et de français dispensés par les professeurs de Relief & Reconciliation for Syria. En janvier dernier, quand cette ONG internationale leur a laissé le choix entre intégrer l'école libanaise ou entamer une formation professionnelle, la majorité d'entre eux ont choisi la seconde option. L'acquisition de compétences dans des domaines comme la couture ou l'électricité permettra aux plus âgés de soutenir leurs familles tout en exerçant un travail décent.

C'est là une piste pour le développement du Liban. Le Pays des Cèdres, qui s'est engagé en 2010 dans une réforme sur cinq ans de son système éducatif, a omis d'inclure la formation professionnelle dans cette stratégie. « Pour pallier les inégalités, le Liban doit accorder plus d'importance aux filières d'enseignement telles que les écoles agricoles et les formations techniques. Sinon, il continuera de former seulement une minorité de jeunes. Les autres abandonneront l'école pour travailler au noir ou rejoindre des groupuscules radicaux », conclut Maha Shuayb. ■

**Emmanuel Haddad est un journaliste français d'origine libanaise. Basé à Beyrouth, il est correspondant au Proche-Orient pour plusieurs médias francophones.*

Sur le terrain avec...

Heba Hage-Felder, cheffe du bureau de la coopération suisse au Liban

Le quartier de Hamra, qui entoure la principale artère commerçante de Beyrouth, se caractérise par une grande mixité sociale et confessionnelle. C'est pour cette diversité que mon mari et moi avons choisi d'y habiter, quand nous sommes arrivés au Liban en 2011 avec nos deux enfants. Un tel environnement offre plus de sécurité qu'une zone abritant par exemple une majorité de chrétiens ou de musulmans. Par chance, le bureau de la DDC se trouve dans le même quartier. Le trajet me prend à peine 7 minutes à vélo. Je reconnais que c'est un peu kamikaze de choisir ce moyen de transport, tant la circulation est anarchique et dangereuse. Mais je fais mon possible pour éviter les accidents.

On ne peut pas se prémunir, en revanche, contre les voitures piégées qui explosent n'importe où et n'importe quand. C'est un risque que je prends très au sérieux dans mon travail. Quand un attentat se produit, la sécurité de mes collègues est ma première préoccupation. Je leur envoie un message collectif sur WhatsApp en demandant s'ils sont sains et saufs. Le personnel de la DDC au Liban comprend douze personnes : dix à Beyrouth et deux dans un bureau de projet à Kobayat, dans le district d'Akkar.

Je suis fière de cette équipe qui est très motivée et très soudée. À Beyrouth, nous prenons notre déjeuner ensemble au bureau, en commandant des repas aux traiteurs du quartier. C'est un moment de détente unanimement apprécié. Il est important d'entretenir des liens d'amitié. Nous ne pouvons pas laisser s'installer des conflits interpersonnels, alors qu'une crise humanitaire fait rage dans le pays et exige de nous un engagement total. Les répercussions du conflit syrien nous ont imposé en effet un surcroît de travail considérable.



BO

Depuis le début de la guerre, plus de 850 000 Syriens ont déjà fui vers le Liban et l'afflux se poursuit. Leur présence exerce une pression énorme sur ce petit pays de 4,2 millions d'habitants. La communauté internationale doit non seulement répondre aux besoins des réfugiés, mais également veiller à ce que son aide n'accroisse pas les tensions entre ces derniers et la communauté hôte. Nous devons être en permanence attentifs au contexte, qui évolue très rapidement, afin d'adapter nos interventions si nécessaire. Je consacre beaucoup de temps aux fréquentes séances de coordination de l'aide internationale, que ce soit avec les autres bailleurs de fonds ou avec les agences de l'ONU. Actuellement, la priorité est la stabilisation du pays. C'est pourquoi il est nécessaire d'aller au-delà de l'aide humanitaire et de s'engager également en faveur du développement à long terme.

La DDC finance actuellement 25 projets au Liban. La plupart sont mis en œuvre par des partenaires multilatéraux ou bilatéraux. Il y en a deux, cependant, que nous gérons nous-mêmes dans le district d'Akkar, une région du nord historiquement défavorisée et qui porte aujourd'hui le poids de la crise. Je leur accorde une attention particulière et me rends sur place aussi souvent que possible. L'un de ces projets consiste à soutenir financièrement près de 2500 familles libanaises qui hébergent au total 16 000 réfugiés syriens. L'autre est financé par l'Office fédéral de la migration. Il porte en particulier sur la réhabilitation des systèmes d'assainissement dans treize écoles publiques qui accueillent 3100 élèves principalement libanais, mais également syriens. ■

(Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger)

Soutien aux groupes vulnérables

Les activités de la DDC au Liban s'inscrivent dans une stratégie régionale de coopération qui couvre également la Jordanie, la Syrie et l'Irak. Elles poursuivent trois objectifs : fournir des services de base et des sources de revenus aux réfugiés, aux personnes déplacées, aux migrants et à d'autres groupes vulnérables ; protéger ces groupes de population ; réduire les risques de catastrophes naturelles et renforcer les capacités de réaction des communautés locales. Depuis le début de la crise syrienne, en mars 2011, la DDC participe activement aux efforts de la communauté internationale pour faire face à l'afflux massif de réfugiés. En 2013, elle a consacré près de 15 millions de francs à son programme au Liban. www.ddc.admin.ch/liban www.swiss-cooperation.admin.ch/middleeast, « Lebanon »



Jens Schwarz/afp

À combien de guerres pouvons-nous survivre ?

« Mon nom est Lamia Abi Azar. Je suis le dernier enfant né à la maternité française de Beyrouth. L'hôpital, situé sur la ligne de démarcation, a été évacué juste après ma naissance en 1978. Ce jour-là, ma mère se concentrait tellement sur son accouchement qu'elle n'entendait pas les bombardements et les tirs à l'extérieur. En me prenant dans ses bras, mon grand-père avait les larmes aux yeux. Maman a cru qu'il était ému de me voir arriver au monde dans des circonstances pareilles. En réalité, il pleurait parce que j'étais une fille et pas un garçon. »

Ces lignes sont tirées du spectacle *Heavens*, que nous avons présenté en début d'année et qui évoque l'histoire du Liban. Plus que toute autre, cette pièce nous a confrontés à la difficulté de nous positionner en tant qu'artistes par rapport à notre héritage historique. Les personnages sont trois femmes qui débambulent sur des lignes très fragiles entre le passé et le présent, entre le privé et le public.

Jeudi 16 janvier, une voiture piégée explose à Hermel, un fief du mouvement chiite Hezbollah. Le soir même, nous jouons *Lucena, Entraînement à l'obéissance*. C'est une pièce qui remet en question les conditionnements idéologiques et le rapport de la religion avec le pouvoir, un engrenage dont les Libanais paient le prix tous les jours. Sur scène, nous sommes très émus, car notre spectacle prend tout son sens face à un tel événement. Le lundi suivant, un nouvel attentat-suicide tue cinq personnes à Haret Hreik, dans la banlieue sud de Beyrouth. L'une des victimes, une jeune fille de 18 ans, avait écrit

quelques jours auparavant sur Twitter : « Je suis encore vivante, mais je mourrai peut-être au prochain attentat. »

J'entends cette phrase à la radio en me rendant au travail et je me pose cette question : « À combien de guerres pouvons-nous survivre ? » Après avoir garé ma voiture, je m'engage à pied dans une rue très étroite qui débouche sur un labyrinthe bordé d'habitations arborant des photos de Yasser Arafat. C'est le camp de Mar Elias qui abrite plus de 2500 réfugiés palestiniens sur 5400 m². Derrière un long mur se trouve une école maternelle réservée à des enfants atteints de handicaps psychomoteurs multiples.



Lamia Abi Azar, 36 ans, est actrice et théâtre-thérapeute. En 2006, elle a cofondé la compagnie Zoukak. Cette troupe considère le théâtre comme une forme d'activisme social et politique. Elle le met également en application au niveau social, psychologique et éducatif. Au sein de Zoukak, Lamia Abi Azar a développé une approche particulière de la thérapie par le théâtre. Elle organise des ateliers, des sessions de formation et des représentations dans différentes régions du Liban, tout en cherchant à réunir interventions sociales et recherches artistiques.

Depuis sept ans, je dirige un atelier de théâtre-thérapie dans ce centre de réhabilitation. La plupart des enfants n'ont pas l'usage de la parole, mais ils parviennent à s'exprimer par des mouvements et des sons. En travaillant avec eux, j'ai appris que le théâtre est un outil de connexion avec l'imaginaire et qu'il peut devenir un espace de développement affectif et social.

En revanche, le théâtre reste confronté à des résistances ancestrales. Je l'ai constaté durant la tournée de *Chapitres scolaires*. Cette pièce dénonce la violence, l'injustice et la ségrégation inhérentes à la logique sectaire du pays, dont l'école est un microcosme très représentatif. Un commentaire récurrent des spectateurs m'a frappé : « Ce spectacle présente des problèmes qui existent ailleurs dans le pays, mais pas chez nous. Ici, nous sommes tous de la même confession, nous n'avons pas ce genre de difficultés. »



Jens Schwarzi/taif

À l'issue d'une autre pièce, qui mettait en cause les différentes versions de l'histoire du Liban, un ecclésiastique nous a dit : « Ce que vous faites est très bien, mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans la mer. Cela ne suffira pas à réformer notre société. » Bien sûr, une personne ne va pas changer parce qu'elle a assisté à un spectacle. Cependant, nous croyons profondément que notre art peut contribuer à faire évoluer les mentalités, ne serait-ce qu'en réunissant des gens le temps d'une représentation. Le dialogue qui s'instaure à travers la fiction pourrait lentement mener à un changement dans la réalité. ■

Le dialogue plutôt que la matraque

La population du Kirghizstan se méfie de la police, réputée pour sa partialité, ses méthodes musclées et la corruption de ses fonctionnaires. Dans le cadre d'un projet cofinancé par la DDC, les forces de l'ordre apprennent à assurer la sécurité de toutes les communautés ethniques et à mieux respecter les droits de l'homme. Peu à peu, leurs relations avec les habitants s'améliorent.



Eric Gourliar/OSCE

Au lieu de réprimer, les policiers kirghizes apprennent à être à l'écoute de la population. Ici, ils patrouillent dans un marché d'Isfana en compagnie d'un conseiller international.

(ils) En juin 2010, le sud du Kirghizstan a connu une explosion de violence interethnique. Les villes d'Och et de Jalal-Abab ont été les plus touchées. Durant ces affrontements, des gangs de jeunes nationalistes kirghizes ont attaqué les quartiers abritant la minorité ouzbèke. Bilan : 470 morts, majoritairement ouzbeks, plus de 400 000 personnes déplacées et 3746 maisons détruites. La police, composée presque exclusivement de Kirghizes, n'a pas pu – ou pas voulu – intervenir pour stopper ce massacre. Durant l'enquête qui a suivi, un nombre disproportionné d'Ouzbeks ont été arrêtés et ont subi toutes sortes d'exactions : saisies abusives, détentions illégales, torture, rançons exigées pour la libération des suspects, etc. « Il y a longtemps que les gens avaient peur de la police, dont les méthodes brutales et la corruption sont notoires. En juin 2010, le divorce a été consommé », note Thomas Walder, chargé de programme à la DDC.

Regagner la confiance de la population

Après ces événements, le gouvernement kirghize a

demandé à l'OSCE de l'aider à combler les lacunes de son appareil policier. C'est ainsi qu'a été lancée l'Initiative pour la sécurité communautaire (ISC), cofinancée par la Suisse. Son but est de former la police pour qu'elle soit capable d'opérer dans un environnement multiethnique, qu'elle respecte les droits de l'homme et entretienne de meilleures relations avec la population.

L'ISC couvre quinze districts, principalement dans le sud du pays. « En réalité, le manque de confiance à l'égard de la police est général. Une telle initiative ferait donc sens à l'échelle nationale », admet Laurent Guye, ex-ambassadeur de Suisse au Kirghizstan. « Si elle se concentre sur le sud, c'est que les problèmes y sont particulièrement aigus en raison des fortes tensions ethniques. »

Une police au service des citoyens

Dans un climat aussi tendu, le moindre incident peut prendre des dimensions dramatiques. La police devrait donc intervenir si possible avant que les problèmes dégénèrent. Ce travail de prévention im-

Présidence suisse de l'OSCE

La Suisse préside cette année l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). « Construire une communauté de sécurité au service des individus », tel est le leitmotiv qui guide sa présidence. La Suisse met en œuvre de nombreuses mesures afin d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés : promouvoir la sécurité et la stabilité, améliorer les conditions de vie de tous et renforcer la capacité d'action de l'OSCE. Son action se dirige en particulier sur l'Ukraine, les Balkans occidentaux et le Caucase du Sud. La Suisse souhaite également renforcer la voix des jeunes et leur donner plus de place au sein des structures de l'OSCE. Dossier complet du DFAE : www.dfae.admin.ch, « Actualités », « Dossiers », « La Suisse préside l'OSCE en 2014 »



Eric Courfem/OSCE

Les « commissariats volants » se rendent dans les quartiers ou les villages où il n'y a pas de poste de police fixe. Ces brigades se déplacent à bord de minibus spécialement aménagés.

Une minorité par endroits majoritaire

La minorité ouzbèke représente 15 à 20% de la population totale du Kirghizstan. Du fait que cette ethnie se concentre dans le sud du pays, près de la frontière avec l'Ouzbékistan, elle est toutefois majoritaire ou presque dans certaines zones. Ainsi, la ville d'Och compte 49% d'Ouzbeks, celle d'Uzgen 90% et le district d'Aravan 59%. Les Ouzbeks ont toujours vécu dans ces régions. Ils ont été rattachés à la République socialiste soviétique de Kirghizie par le découpage arbitraire des frontières sous l'ère stalinienne. Les Kirghizes considèrent les Ouzbeks comme des citoyens de seconde zone. L'hostilité entre les deux groupes ethniques est ancienne et les accrochages fréquents. Des affrontements très violents s'étaient déjà produits en 1990. Ils avaient fait plusieurs centaines de morts à Och et Uzgen.

plique un dialogue permanent avec la communauté. « Les gendarmes doivent changer radicalement de méthodes et de comportement. Le projet vise à leur faire comprendre que leur rôle n'est pas uniquement de réprimer, mais qu'ils doivent être à l'écoute de la population et servir de médiateurs dans les conflits », souligne le nouvel ambassadeur René Holenstein. Pour atteindre ce but, l'ISC a pris diverses mesures. La première consiste à compléter la formation des agents. Ces derniers suivent des modules d'enseignement à l'académie de police d'Och, par exemple sur les méthodes modernes d'investigation. « Jusqu'ici, les policiers ne connaissaient pas d'autre méthode que le passage à tabac pour obtenir des aveux. Ils apprennent maintenant à récolter des preuves », relève Laurent Guye. D'autres cours portent sur la déontologie, les droits de l'homme ou encore sur les effets de la corruption.

Parallèlement, l'ISC a déployé des conseillers internationaux dans les postes de police. Ces policiers chevronnés, mis à disposition par d'autres pays de l'OSCE, accompagnent leurs confrères kirghizes dans leurs opérations quotidiennes.

Brigades volantes dans les quartiers

Les « commissariats volants » sont la principale innovation du projet. Ils se rendent dans les quartiers ou les villages éloignés où il n'y a pas de poste fixe. « Nous voulons que la police soit beaucoup plus présente au sein de la communauté. Elle doit aller à la rencontre de la population », explique René Holenstein. Ces brigades mobiles se composent

d'un ou deux policiers kirghizes et d'un conseiller international. Elles se déplacent à bord de minibus équipés d'un ordinateur, d'une table rabattable et de quelques chaises. Les agents peuvent ainsi enregistrer les plaintes et répondre aux sollicitations de la population. Ils font également des patrouilles à pied et discutent avec les habitants. Ces échanges leur permettent d'identifier les problèmes pouvant constituer une source d'insécurité.

Une collaboration étroite s'est établie avec les associations de quartiers. La police aide ces structures à trouver des solutions aux problèmes qui surviennent au quotidien dans la communauté. Elle n'intervient directement que si les conflits ne peuvent pas être gérés par les associations.

Rencontres avec les jeunes

L'ISC réalise également des campagnes publiques d'information et de sensibilisation, par exemple sur la violence domestique. Elle organise par ailleurs des ateliers ou des réunions dans les écoles, afin de prévenir la délinquance juvénile. Des inspecteurs spécialisés y abordent des thèmes qui concernent les élèves, comme le harcèlement scolaire, le racket, ou les risques liés à l'alcool et à la drogue.

Selon une évaluation réalisée en 2012, le projet donne de bons résultats. Les policiers se montrent plus ouverts et accessibles. « Les gens reprennent peu à peu confiance », note Laurent Guye. « Ils commencent à percevoir les gendarmes comme une force bénéfique et non plus comme des vautours qui viennent leur extorquer de l'argent. » ■

Le cacao ou l'espoir d'un nouveau départ au Honduras

Le chocolat est plus apprécié que jamais. Depuis quelque temps, la demande de fèves de cacao dépasse l'offre à l'échelle mondiale. C'est une chance pour les planteurs, à condition qu'ils soient en mesure de commercialiser leur précieuse matière première. Au Honduras, la DDC soutient un projet original qui garantit aux paysans pauvres un revenu de base, tout en proposant aux consommateurs suisses un chocolat de haute qualité.



Les producteurs cultivent les plants de cacao dans des pépinières. Ils commenceront de récolter des fruits après quatre ou cinq ans.

(gn) Tester des fèves de cacao, c'est solliciter l'œil et le nez aussi bien que le palais. Luis Regalado les coupe l'une après l'autre pour donner à ses visiteurs une idée des énormes variations gustatives auxquelles est confrontée son entreprise. Il dirige la société Chocolats Halba Honduras, exportatrice de cacao destiné à la production de chocolat noir en Suisse. La qualité des fèves récoltées laisse souvent à désirer. De plus, la production est loin de pouvoir satisfaire quantitativement la demande du fabricant suisse Chocolats Halba qui appartient au grand distributeur Coop.

Luis Regalado résume ainsi les défis qu'il doit relever: «Nous devons améliorer la qualité de nos livraisons, en augmenter considérablement le volume et stabiliser notre entreprise.» Depuis 2013, Coop propose en effet son propre chocolat équitable, fabriqué avec du cacao biologique du Honduras. Elle a besoin pour cela d'une grande quantité de fèves haut de gamme. Actuellement, Chocolats Halba Honduras n'est à même de fournir que 50 tonnes par an de cacao certifié «bio».

La demande explose

Le Honduras est connu pour la finesse de ses variétés traditionnelles de cacao. Cependant, la plupart de ses plantations ont été détruites en 1998 par l'ouragan Mitch et sont restées en friche depuis lors. Étant donné la chute des prix et la concurrence internationale, plus personne ne s'intéressait à cette culture. Mais depuis que les Chinois ont découvert le goût du chocolat il y a quelques années, la demande de cacao a littéralement explosé.

Christoph Inauen fait partie de ceux qui ont relancé les exportations honduriennes. Responsable du secteur Durabilité et achat de cacao pour Chocolats Halba, il cherchait le moyen de s'approvisionner directement chez les producteurs plutôt qu'auprès d'intermédiaires ou dans les Bourses du cacao, comme il est d'usage dans ce commerce. C'est au Honduras qu'il l'a trouvé.

Une partie du cacao que l'entreprise transforme en chocolat dans sa fabrique de Wallisellen (ZH) vient de collines difficilement accessibles dans le nord du Honduras, près de la ville portuaire

Le prix du cacao s'envole

Il faut à un cacaoyer quatre à cinq ans pour donner des fruits. Chacun d'eux pèse environ 500 grammes et contient 25 à 50 fèves. Au cours des dix jours de fermentation qui suivent la récolte, celles-ci développent leurs substances gustatives et aromatiques ainsi que leur couleur typique. Ensuite, les fèves sont séchées. Ce processus revêt une importance décisive pour la qualité et le prix du cacao. La Côte d'Ivoire, le Ghana et l'Indonésie sont de nos jours les principaux pays producteurs. Les prix de cette matière première atteignent actuellement des niveaux inégalés sur les marchés, car la production ne parvient pas à satisfaire la demande mondiale. Selon des analystes, celle-ci s'élève à 7,3 millions de tonnes pour 2014, un record absolu.



Carmen Alvarado, cheffe de projet de la DDC, interroge Luis Regalado sur les défis liés au marché du cacao.



Gabriela Neuhäus (2)

Un secteur qui a de l'avenir

En Amérique centrale, on ne plante presque plus de cacao, alors que le potentiel est immense. La DDC soutient le développement de ce secteur au Nicaragua et au Honduras, ses pays partenaires, parce que cette culture offre des perspectives et des revenus intéressants pour les petits paysans. Elle consacre à ce projet 17 millions de francs pour la période 2014-2017. Au Honduras, la DDC renforce quatorze coopératives, en soutenant par exemple l'achat de semences de qualité, ainsi que des améliorations techniques et organisationnelles au niveau de la production, de la transformation et de la commercialisation. Elle incite en outre les pouvoirs publics à promouvoir la production de cacao. Une collaboration avec le secteur privé doit en outre garantir aux planteurs des contrats de longue durée et des prix équitables.

Cultiver du cacao à la place de café

«Le cacao est une plante noble qui exige des soins attentifs», explique Lenor Gomez. Elle est membre de la coopérative San Fernando fondée en 2007 par des petits paysans pour contourner les intermédiaires, améliorer la qualité du cacao et obtenir ainsi de meilleurs prix. Le succès est au rendez-vous, même si les planteurs restent confrontés à certaines difficultés : des pertes de qualité surviennent encore, par temps humide notamment, en dépit de l'installation de séchage et de fermentation qui a été financée par Chocolats Halba.

Malgré tout, les agriculteurs restent confiants, surtout grâce à la collaboration avec la firme suisse qui achète leur récolte à un prix équitable. «Le cacao, c'est du solide. Nous avons un avenir dans ce secteur. Il n'y a pas de travail en ville pour les jeunes», remarque Denis Oviel, 27 ans.

La culture de cacao suscite beaucoup d'intérêt. De nombreuses coopératives se sont créées ces dernières années. Des organisations existantes pénètrent également sur ce secteur. C'est le cas de Coagricol. Cette coopérative, qui s'occupait jusque-là exclusivement de café, a étendu ses activités au cacao. Les prix du café se sont effondrés et des maladies menacent les plantations. Les paysans sont ainsi toujours plus nombreux à planter des cacaoyers en

combinaison avec des bananes et des légumes pour leur propre consommation, ainsi que des bois précieux comme investissements à long terme.

Production durable et sociale

Chocolats Halba travaille aujourd'hui avec une vingtaine de coopératives. Son succès comporte toutefois quelques bémols. Au départ, on pensait que le volume de production des petits paysans honduriens totaliserait rapidement 500 à 1000 tonnes. «Nous nous sommes tous fait une idée un peu schématique de la question», avoue Christoph Inauen. Les investissements à consentir sont considérables : après des années de léthargie dans ce secteur au Honduras, seul un gros travail de formation, de recherche et de développement permettra de relancer la production et la commercialisation du cacao. Il s'agit de créer toute une filière, depuis la semence jusqu'au produit prêt à être exporté.

C'est pourquoi l'on a constitué un consortium qui réunit, aux côtés du chocolatier suisse, les organisations de producteurs ainsi que des partenaires issus de la recherche et de la formation. La DDC soutient cette initiative, qui recèle à ses yeux un important potentiel de réduction de la pauvreté. Un premier atelier commun, tenu en avril dernier, a donné l'élan initial à ce projet de production de cacao durable et social. «Les participants ont bien compris qu'un tel projet exige des parties prenantes un engagement de longue haleine. Il faudra peut-être vingt ans pour obtenir des résultats vraiment probants», prévoit Christoph Inauen. ■

(De l'allemand)

DDC interne



Manuel Sager à la tête de la DDC

Manuel Sager, actuel ambassadeur de Suisse aux États-Unis, sera le nouveau directeur de la DDC à partir du 1^{er} novembre prochain. Le Conseil fédéral l'a nommé à ce poste début avril, en remplacement de Martin Dahinden qui reprend, pour sa part, le poste de chef de mission à Washington.

Né à Menziken (AG) en 1955, Manuel Sager a fait des études de droit et travaillé comme avocat associé aux États-Unis, avant de rejoindre le service diplomatique en 1988. Après un stage à Berne et à Athènes, il a travaillé en qualité de collaborateur diplomatique à la Direction du droit international public (DDIP), où il a repris la direction de la section Droit international humanitaire en 1993. Manuel Sager a ensuite exercé la fonction de consul général adjoint à New York, puis celle de responsable de la communication à l'ambassade de Suisse à Washington. De retour en Suisse, il a dirigé le service Coordination droit international humanitaire de la DDIP avant de devenir en 2003 responsable de l'information au Département fédéral de l'économie. Deux ans plus tard, il a été nommé ambassadeur et directeur exécutif auprès de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Avant de prendre ses fonctions actuelles d'ambassadeur de Suisse à Washington, il était chargé, en sa qualité de chef de la Division politique V, de la coordination des politiques extérieures sectorielles de la Direction politique du DFAE à Berne. Manuel Sager dispose d'une vaste expérience ainsi que d'un excellent réseau de relations dans les sphères internationales, financières et économiques. Grâce notamment à ses quatre années d'activité au sein de la BERD, il connaît également très bien les enjeux du développement. Par ailleurs, il est parfaitement au fait des questions de politique intérieure.

Plus de Suisses dans les agences onusiennes

(jah) Assurer la présence de personnel suisse dans les organisations multilatérales est un moyen efficace pour notre pays d'augmenter son influence sur ces organisations et d'intensifier son dialogue politique avec elles. Actuellement, la Suisse est particulièrement sous-représentée au sein des fonds et des programmes de l'ONU spécialisés dans le développement ou l'aide humanitaire, comme le Programme des Nations Unies pour le développement ou le Programme alimentaire mon-



The New York Times/Reuters/afif

dial. La DDC s'attache à promouvoir une présence accrue de collaborateurs helvétiques dans de tels organes qui sont prioritaires pour sa coopération. Elle finance l'engagement de jeunes professionnels, en leur offrant ainsi la possibilité d'entamer une carrière dans l'une ou l'autre de ces agences onusiennes. *Durée du projet: 2014–2019*
Volume: 8,8 millions CHF

Soutien à la psychiatrie en Moldavie

(mpe) La Moldavie s'est dotée de stratégies détaillées visant à réformer le système de santé mentale. En réponse à la ferme volonté politique affichée par le gouvernement dans ce domaine, la DDC a décidé de soutenir la mise en œuvre de politiques inspirées et soutenues par l'Organisation mondiale de la santé. Engagée dans le secteur de la santé en Moldavie depuis 2005, elle dispose de nombreux atouts pour mener à bien une telle tâche et contribuer à l'amélioration des conditions déplorables régnant dans le secteur de la psychiatrie. La DDC peut également baser son intervention sur les expériences qu'elle a faites en la matière dans d'autres pays en transition, comme la Bosnie et Herzégovine.

Durée du projet: 2013–2015
Volume: 16 millions CHF

Protection de l'enfance au Mali

(ung) La protection des civils dans le nord du Mali reste une préoccupation humanitaire majeure. Nombre d'enfants ont été affectés par le conflit de 2012. Ils ont été les témoins, voire les victimes, d'actes d'une extrême violence. Leur cas illustre bien la vulnérabilité des populations dans cette région et le traumatisme qu'elles ont subi. L'Aide humanitaire de la Confédération soutient un programme d'appui psychosocial en faveur de quelque 4400 jeunes qui ont vécu des expériences douloureuses. L'objectif est de leur permettre de retrouver une vie normale et de reprendre leur scolarité. Des comités de protection de l'enfance sont mis en place dans



© Boisseaux/La Vie-Réalité

les écoles. Des espaces récréatifs accueillent les enfants et leur offrent un appui psychosocial.

Durée du projet: 2013–2014
Volume: 0,2 million CHF

Gouvernance foncière dans la région du Mékong

(gruju) Depuis quelques années, la gouvernance foncière se retrouve au cœur des défis associés au développement du Cambodge, du Laos, du Myanmar et du Vietnam. Le contrôle des terres représente d'énormes enjeux économiques: de grandes surfaces sont enlevées à l'agriculture familiale et attribuées aux investisseurs. Les petits producteurs perdent ainsi non seulement leurs terres, mais aussi l'accès aux forêts, aux pâturages et à la pêche. Ce phénomène a pour conséquence directe l'augmentation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Dans ce contexte, la DDC soutient les acteurs qui mettent en œuvre la réforme de la gestion foncière. Elle favorise le partage du savoir, la création d'alliances et la coopération transfrontalière, afin de faciliter l'émergence de politiques et de pratiques plus appropriées.

Durée du projet: 2014–2021
Volume: 16 millions CHF

Le ventre vide, ils nourrissent le monde

Plus de la moitié des personnes qui souffrent de malnutrition dans le monde travaillent dans des exploitations agricoles familiales. Or, selon des rapports d'experts, les petits paysans jouent précisément un rôle crucial dans la lutte contre la faim. L'ONU a proclamé 2014 Année internationale de l'agriculture familiale afin d'améliorer le sort de ces cultivateurs. De Mirella Wepf.



Sven Torfinn/leif

Un demi-milliard de petits paysans

La petite agriculture est le plus souvent familiale. Les exploitations regroupent parfois plusieurs ménages et leur taille varie beaucoup d'un pays à l'autre. Selon la FAO, les pays en développement totalisent environ 500 millions de petites exploitations, dont 85% sont inférieures à 2 hectares. La Chine, à elle seule, en compte 200 millions. Ces dernières ne couvrent que 10% des terres agricoles disponibles sur la planète, mais elles produisent 20% des denrées alimentaires consommées dans le monde. C'est la preuve que petite paysannerie et productivité élevée n'ont rien d'antinomique.

Au Mali, au Kenya et en Éthiopie, la DDC s'engage en faveur d'une politique agricole durable qui considère les petits paysans comme un pilier de la sécurité alimentaire.

Environ un huitième des habitants de la planète souffrent de la faim. Plus de la moitié d'entre eux sont de petits paysans, comme le montrent les enquêtes de la Banque mondiale et du Fonds international de développement agricole (FIDA). Il est paradoxal que la malnutrition soit aussi répandue justement parmi les agriculteurs. Ce qui laisse songeur également, c'est de savoir que les denrées alimentaires produites dans le monde suffisent en principe à nourrir l'humanité entière. Mais il est bien connu que le diable se cache dans les détails : de nombreux mécanismes favorisent la mauvaise répartition de la nourriture et accroissent le problème de la faim.

Markus Bürlì, responsable suppléant du Programme global Sécurité alimentaire de la DDC, cite deux exemples : « À la période des récoltes, les paysans ont en principe de quoi manger, mais ils ont aussi besoin d'argent pour acheter d'autres choses.

De plus, beaucoup ne disposent pas de moyens d'entreposage adéquats pour préserver leurs marchandises des souris et de la moisissure. Ils doivent donc en vendre une partie. » Peu avant la récolte suivante, ils sont souvent contraints d'acheter des denrées alimentaires. Étant donné que la demande est forte à cette période, les prix montent et atteignent des niveaux qui dépassent les moyens de beaucoup de paysans. Conséquence : ceux-ci ne peuvent plus se nourrir.

Selon Markus Bürlì, le faible pouvoir d'achat d'une population peut également s'avérer fatal : « Le Niger exporte des céréales, alors que la famine menace nombre de ses habitants. Une partie des récoltes prennent la route du Nigeria voisin, où l'argent est plus abondant. »

Les petits paysans, synonymes d'espoir

Durant la crise alimentaire mondiale de 2007 et



Philippe Body/hemis.fr/iaif

En Asie, les exploitations familiales cultivent du riz sur une surface totale de 15 millions d'hectares.

2008, les prix du maïs, du blé et du soja ont doublé en l'espace de quelques mois. Ceux du riz ont même triplé. Depuis lors, la politique internationale s'intéresse à nouveau à l'agriculture familiale. Le rapport sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture en 2008 a fait sensation, car il attribue aux petits paysans un rôle central dans l'éradication de la faim. Les États-Unis et plusieurs autres pays ont cependant refusé de le signer, tandis que des entreprises agroalimentaires, telles Monsanto et Syngenta, ont rapidement renoncé à participer aux travaux. « Nombre des résultats qui y sont présentés continuent néanmoins d'alimenter la politique internationale », relève Markus Bürl. Le document a notamment inspiré le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Dans un rapport d'experts publié en juin 2013, cet organisme onusien plaide clairement pour que l'on investisse davantage dans la petite agriculture. Une idée que la DDC et des ONG, comme Swissaid ou Helvetas Swiss Intercooperation, soutiennent depuis longtemps.

Selon les auteurs du rapport, les petits paysans sont un facteur clé de la lutte contre la faim. En outre, on ne doit pas sous-estimer l'importance de leur réseau social, car ce sont en majorité des exploitations familiales. Les petits paysans pourraient également assumer d'importantes fonctions au profit de la nature. Ce point de vue transparait dans le slogan de l'ONU pour l'Année de l'agriculture familiale : « Nourrir le monde, soigner la planète. »

Un changement en douceur

Le CSA invite les gouvernements à investir davantage dans le secteur agricole et à élaborer des stratégies adaptées au contexte national, afin de soutenir les petits paysans : promouvoir de meilleures méthodes de production, mais aussi garantir la propriété foncière, des relations commerciales équitables et des subventions qui ne désavantagent pas l'agriculture familiale. Le comité suisse de l'année internationale de l'ONU préconise également un tel changement : « Il importe de renforcer la position des petits paysans sur les marchés régionaux et internationaux. »

À moyen terme, le CSA recommande d'encourager une évolution structurelle durable des terres agricoles. C'est aussi l'objectif que poursuivent les projets de la DDC : « Nous soutenons une transformation en douceur de la petite agriculture », indique Markus Bürl. Dans les zones rurales des pays en développement, il importe de créer des emplois dans d'autres secteurs, afin de permettre à tous de gagner leur vie. « Il faut trouver des solutions pour éviter que champs et pâturages soient toujours plus morcelés par les successions. »

Cet agronome ne rejette pas en bloc l'agriculture industrialisée : « Les exploitations de grande envergure peuvent fonctionner parfaitement, même sur le plan social. » Toutefois, il n'est guère possible de remplacer du jour au lendemain une agriculture familiale par un système à grande échelle sans provoquer des dégâts au niveau humain. « Le change-

Géographie de la faim

Dans son dernier rapport sur le sujet, la Banque mondiale constate que la pauvreté extrême recule peu à peu, mais que plus d'un milliard d'êtres humains continuent de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour. Cela correspond approximativement au nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Selon les indications du Programme alimentaire mondial, plus de la moitié d'entre elles vivent dans la région Asie-Pacifique et un quart en Afrique. La faim est aussi présente aux États-Unis, où l'alimentation de plusieurs millions d'habitants n'est pas garantie. www.wfp.org



Karl-Heinz Raach/Infaf

La Bolivie est l'un des pays du monde où la biodiversité est la plus riche. Par leur travail, les petits paysans contribuent à la préserver.

ment doit s'opérer lentement. Il faut des filets de sécurité sociale et des emplois à même d'assurer la subsistance de la population. »

De l'avis de Markus Bürli, le Brésil est l'exemple d'une cohabitation réussie entre agriculture industrialisée et petite paysannerie. Le programme Faim Zéro, lancé en 2003 par le président Lula da Silva, « a certes essuyé de nombreuses critiques, mais certaines de ses stratégies sont suivies avec grand intérêt au niveau international ». Par exemple, le gouvernement a ouvert dans plusieurs villes des cantines scolaires et des réfectoires publics pour les personnes à bas revenus. Ces institutions s'approvisionnent auprès de petits agriculteurs, à qui elles assurent une existence décente en leur garantissant des débouchés à un prix équitable. Associer les intérêts des paysans avec des tâches de l'État, telle l'éducation publique, est l'une des raisons du succès de Faim Zéro.

Féminisation de l'agriculture

Depuis peu, la politique agricole internationale accorde une grande attention aux femmes. Dans les années 70, des sociologues ont fait état pour la première fois d'une « féminisation de l'agriculture » dans divers pays européens. Le phénomène a aujourd'hui pris une ampleur mondiale et diverses études confirment que les femmes assument toujours plus de responsabilités dans le secteur agricole.

Les chiffres révèlent aussi que l'égalité des droits

n'a pas évolué au même rythme. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les femmes représentent en moyenne 43% de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement, mais seulement 20% des propriétaires fonciers. En Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest, cette proportion est inférieure à 5%; en Afrique subsaharienne, elle avoisine 15%. C'est en Amérique latine que les femmes propriétaires sont les plus nombreuses: leur part dépasse 25% au Chili, en Équateur et au Panama.

Des barrières culturelles et légales empêchent souvent les femmes de posséder des terres, des machines ou du bétail. Il leur est impossible d'ouvrir leur propre compte-épargne ou d'obtenir un crédit. Leur participation politique est limitée, de même que leur accès à la formation.

La FAO considère que les femmes occupent une place centrale dans l'agriculture. Dans les pays en développement, elles assurent aujourd'hui déjà entre 60 et 80% de la production alimentaire, et l'on suppose qu'elles pourraient accroître leur rendement de 20 à 30% si l'égalité des droits leur était acquise. Une telle hausse réduirait de 12 à 17% le nombre des personnes souffrant de la faim. La croissance démographique – la population mondiale devrait passer de 7 à 9,6 milliards d'habitants d'ici 2050 – accroît le potentiel des femmes. ■

(De l'allemand)

Conférence nationale à Grangeneuve

À l'occasion de l'Année internationale de l'agriculture familiale, des comités se sont créés dans quatre-vingts pays pour faire connaître les perspectives d'avenir des exploitations familiales – en tenant compte de leur contexte national. Le comité suisse réunit notamment l'Union suisse des paysans, Helvetas Swiss Intercooperation et Swissaid. La DDC participe aux travaux à titre de conseillère. Les activités de l'année culmineront le 27 juin: une conférence nationale se tiendra à Grangeneuve (FR), avec la participation de nombreux orateurs étrangers.
www.familyfarming.ch
www.familyfarming-campaign.net

La danse des doigts sur l'abaque

Entouré de ses aides, le vieil éleveur se tenait près du portail de l'enclos. On allait commencer de compter le troupeau. Une bergère avertit alors les plus jeunes : « Que ceux qui ne participent pas au comptage restent à l'écart ! Les moutons peuvent sauter à plus d'un mètre. Il arrive que l'un d'eux s'emballe et c'est la débânde. Alors, s'il vous plaît, pensez à protéger vos yeux, vos nez et vos dents ! » Pour pouvoir inventorier les bêtes, il fallait les faire passer une à une par le portail. Le vieillard devait s'arc-bouter de tout son poids contre le battant pour les contenir. « Les moutons sont gavés d'herbe, ils ont beaucoup de force », affirmait-il fièrement.

Une fois le travail terminé, il s'installait dans sa yourte avec son abaque, un boulier traditionnel. À le regarder, on avait presque l'impression qu'il avait passé la moitié de sa vie avec cet instrument entre les mains. Tout jeune déjà, il savait s'en servir avec dextérité. Il déplaçait à

toute vitesse les boules, qui semblaient s'associer et se fuir en un ballet ininterrompu. Une grappe d'enfants étaient même venus assister au spectacle : les plus petits agenouillés devant le patriarche et les plus grands observant par-dessus son épaule, tous étaient fascinés par la danse que ses doigts exécutaient sur l'abaque.

De temps à autre, le vieux berger posait son regard concentré, mais légèrement voilé, sur les jeunes spectateurs. Ou alors il levait les yeux vers le ciel, à travers l'ouverture couronnant le toit de sa yourte. Ce faisant, il ressentait la « musique » escomptée, celle des jeunes moutons. Ses mains poursuivaient alors leur danse sur l'abaque. Chaque toucher précis du bout de ses doigts tirait de l'instrument une sorte de chant. Cela ressemblait au bruit d'un vaste troupeau en marche : on percevait parfaitement aussi bien le bêlement des agneaux que le ruminement des brebis. Puis on entendait à nou-

veau la vie des animaux dans les pâturages, beaucoup plus variée et plus vaste que ce que l'on peut embrasser du regard.

Le berger s'arrêta d'un seul coup et l'abaque cessa de chanter. Le résultat était connu. À l'instar de roues dentées qui s'engrènent parfaitement, les comptages et les calculs du millier de bêtes étaient corrects et correspondaient aux valeurs planifiées. Nul ne doutait de l'exactitude des comptes effectués par le vieil homme. Ni les enfants ni les adultes qui avaient assisté avec curiosité à son spectacle n'avaient pu suivre ses opérations. Au lieu de leur expliquer comment il parvenait à travailler avec une telle précision, il leur donna un conseil pour la vie : « Vous devez vous connaître, mesurer votre valeur, vous faire confiance. Il n'est alors plus nécessaire de tout dire, il suffit de montrer. »

Les enfants qui assistaient alors, fascinés, à ces calculs sont au-



Gangaamaa Purevdorj Delgeriinkhen vit à Erdenet, la deuxième ville de Mongolie. Dixième de douze enfants, elle est née en 1967 dans le district de Saikhan. Elle a passé les huit premières années de sa vie dans la yourte de ses parents, des éleveurs nomades. Après sa scolarité, elle est partie pour l'Allemagne. Elle a étudié les sciences politiques et l'allemand à l'Université technique de Dresde, puis l'ethnologie comparative à l'Université de Ratisbonne. Gangaamaa Purevdorj a déjà écrit plusieurs livres (non traduits en français), dont le plus récent est intitulé *Der gute Dieb*. Elle tient des conférences et des lectures dans l'espace germanophone.

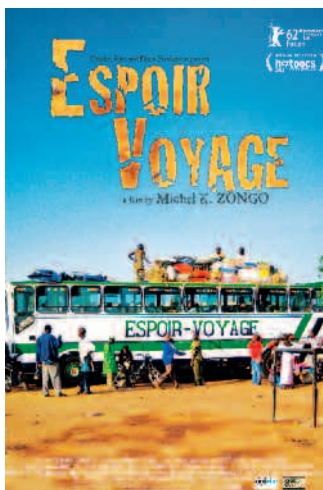
jourd'hui des adultes. Parmi eux, une femme aime à se souvenir du vieil éleveur et de la folle farandole des petites boules animées par ses doigts agiles. Car il y a longtemps, en tout cas depuis les premiers signes d'ouverture du pays à l'économie de marché, que les éleveurs ont relégué l'abaque au fond de leurs bahuts, comme s'ils en avaient honte. La plupart des jeunes ne savent plus ou ne veulent plus exécuter sa danse. D'aucuns s'en servent encore çà et là sur le marché noir. Il apparaît comme le vestige d'une époque révolue. ■

(De l'allemand)



Des films qui naissent et meurent aussitôt

Les jeunes cinéastes africains sont très prolifiques, mais ils peinent à percer sur la scène internationale. Dans un tel foisonnement de films, il est difficile de repérer les chefs-d'œuvre. Le Burkinabè Alex Moussa Sawadogo, directeur du festival Afrikamera à Berlin, sillonne le continent à la recherche de ces pépites. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.



Alex Moussa Sawadogo, âgé de 39 ans, est né et a grandi en Côte d'Ivoire, dans une famille de migrants burkinabè. À 18 ans, il revient au Burkina Faso pour y passer son baccalauréat. Ensuite, il étudie l'histoire de l'art à l'Université de Ouagadougou, en se spécialisant sur la danse et le cinéma. Parallèlement, il mène déjà diverses activités dans le domaine culturel. En 2004, M. Sawadogo part pour l'Allemagne afin de compléter sa formation. Il obtient un master professionnel en management culturel. En 2007, il fonde le festival Afrikamera à Berlin, puis en 2011 un festival de danse contemporaine africaine, qui a lieu tous les deux ans.

Après avoir été présenté à la Berlinale, le film « Espoir Voyage » du Burkinabè Michel K. Zongo a connu une carrière internationale.

Un seul monde : Qu'est-ce qui vous a amené à créer un festival de cinéma africain à Berlin en 2007 ?

Alex Moussa Sawadogo : Il s'agissait d'abord de combler une lacune : Berlin était alors la seule grande ville d'Europe à ne pas disposer d'un tel festival. D'autre part, je voulais donner aux Allemands une autre image de l'Afrique que celle, souvent négative, transmise par les médias. L'Afrique avance à son rythme, en faisant preuve de beaucoup de dynamisme et de créativité. Les spectateurs sont curieux de savoir comment elle évolue sur le plan culturel. En tant que Burkinabè établi en Allemagne, il est de mon devoir de répondre à ces attentes. Je tenais à créer un pont entre les deux continents. Dès le début, le public et les partenaires financiers ont été au rendez-vous. Le succès d'Afrikamera m'a encouragé à créer un autre festival, dé-

dié à la danse contemporaine africaine.

Outre la gestion de ces deux festivals, vous êtes consultant pour le Festival du film de Locarno. Comment faites-vous pour suivre la production du continent ?

Le seul moyen est d'aller sur place, de rencontrer les réalisateurs et les chorégraphes, et de voir ce qu'ils créent. Je voyage donc énormément. Je participe à de nombreux festivals et autres événements culturels en Afrique. Au retour, ma valise est généralement remplie de DVD, car je visionne entre 1000 et 2000 films par an. Récemment, cela m'a d'ailleurs valu d'être retenu plusieurs heures à l'aéroport de Maputo : les douaniers mozambicains me prenaient pour un trafiquant !

Quel est votre diagnostic sur le cinéma africain ? On le dit

en déclin, voire moribond.

Il n'est pas aussi moribond que cela. La nouvelle génération de cinéastes fait de bonnes choses, mais sa production reste largement ignorée. Un film n'existe pas aussi longtemps qu'un grand festival ne l'a pas projeté. Or, les jeunes réalisateurs inconnus n'ont pratiquement aucune chance d'entrer dans ce circuit. C'est pourquoi beaucoup de films naissent et meurent aussitôt. Malgré tout, certains réussissent à faire une carrière internationale. C'est le cas par exemple d'*Atalaku*, réalisé par Dieudo Hamadi, un Congolais âgé de 30 ans. Afrikamera a été l'un des tout premiers festivals à le projeter. De son côté, *Espoir Voyage* du Burkinabè Michel K. Zongo a eu la chance d'être sélectionné par la Berlinale. Je pense aussi à *Viva Riva*, le premier long métrage du Congolais Djo Tunda Wa Munga, qui a déjà reçu plusieurs prix. Ce sont

des pépites comme celles-là que je recherche.

Néanmoins, les chefs-d'œuvre sont rares aujourd'hui, si on compare avec les années 80 et 90. À quoi est due cette éclipse?

À l'époque, la production africaine était beaucoup moins

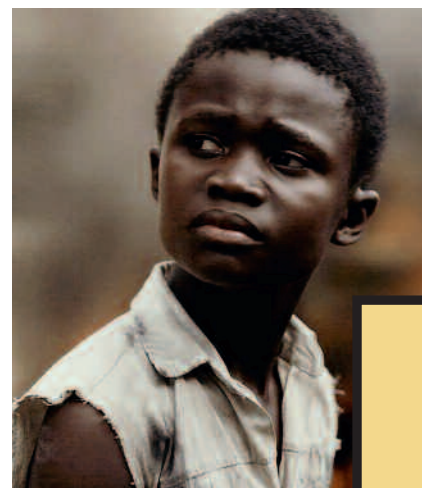
du financement qui pesait sur les générations précédentes?

Non, le financement reste un problème. Les cinéastes ont besoin d'argent pour faire des films de meilleure qualité. Obtenir un appui financier relève toutefois du parcours du combattant. La plupart des fonds de soutien

Comment feront-ils ensuite pour les montrer au public local, vu que les salles de cinéma disparaissent sur le continent?

Ce n'est pas parce que les salles ferment que les Africains ne regardent plus de films. Il faut évoluer avec son temps et repenser la notion de salle de

projection dans les quartiers ou créent des vidéoclubs. La qualité n'est pas exactement celle d'une salle de cinéma classique, mais l'essentiel, c'est que le public puisse voir ces films. ■



Le film « Viva Riva » du Congolais Djo Tunda Wa Munga a reçu plusieurs prix.

abondante que maintenant. On pouvait facilement avoir une vue d'ensemble. Et puis, les films étaient presque entièrement financés par l'Europe, étant donné que le tournage en 35 mm coûtait très cher. Les milieux européens du cinéma étaient donc toujours au courant de ce qui se faisait en Afrique. Avec l'émergence des caméras numériques, la production a explosé. Aujourd'hui, les jeunes n'attendent plus de trouver un producteur européen. Ils prennent leur caméscope et vont sur le terrain. Ensuite, beaucoup font le montage eux-mêmes sur un ordinateur. Certes, la qualité est souvent discutable. Il faut prendre le temps de trier le bon grain de l'ivraie. Mais quel festival est prêt à visionner 800 films éthiopiens ou nigériens pour en inscrire deux ou trois à son programme?

La technologie numérique a-t-elle donc levé l'obstacle

posent une multitude de conditions, exigeant des droits de production, des justificatifs bancaires, etc. Il faudrait presque engager un expert-comptable pour confectionner un dossier! À cet égard, Open Doors, le laboratoire de coproduction mis en place par le Festival de Locarno, constitue une exception. La procédure de postulation est très simple: le candidat remplit un questionnaire qui se trouve sur le site du festival et envoie par courriel des informations sur son projet de film. Tout se fait via Internet, un média très apprécié par les jeunes. Pour l'édition 2012, qui était consacrée à l'Afrique occidentale, nous avons reçu près de 300 dossiers. Grâce aux coproducteurs qu'ils ont rencontrés à Locarno ou aux prix qu'ils ont reçus, au moins quatre jeunes cinéastes pourront réaliser leurs films. L'un d'eux a déjà terminé le tournage.

cinéma en rapport avec les habitudes contemporaines. Les nouvelles technologies fournissent des solutions de remplacement. De nouveaux concepts de projection collective sont également apparus. S'ils peuvent se procurer un vidéoprojecteur, un ordinateur portable et des enceintes, les gens improvisent des lieux de

Soutien aux cinéastes du Sud et de l'Est

Depuis 2003, le Festival du film de Locarno soutient les cinéastes originaires de pays où les possibilités de financement sont très limitées. La section Open Doors, créée en partenariat avec la DDC, se consacre chaque année à une région différente du Sud ou de l'Est. Quelques mois avant le festival, les réalisateurs peuvent présenter un projet de film. Open Doors sélectionne douze candidats et les invite à un atelier de coproduction durant la manifestation. Les lauréats sont alors mis en relation avec des partenaires internationaux susceptibles de financer leur film. Les meilleurs dossiers reçoivent en outre un prix. Parallèlement à cette compétition, Open Doors projette des films provenant de la région choisie. Pour l'édition 2014, qui aura lieu du 9 au 12 août, les projecteurs seront braqués sur l'Afrique subsaharienne anglophone et lusophone.
www.opendoors.pardo.ch

Service

Musique



Un swing rafraîchissant
(er) Musique de big band, de petite formation jazz ou de twoubadou (troubadour en créole), l'écoute de ce disque de 140 minutes réjouira corps et âme. Les 28 morceaux ont été enregistrés en Haïti entre 1960 et 1978.

C'est le DJ Hugo Mendez, spécialiste des rythmes tropicaux et fondateur du label Sofrito, qui a découvert ces perles. Il les présente sur un double album accompagné d'un livret. Sa documentation minutieuse complète utilement l'aperçu sonore d'une époque où le style vivant et coloré du konpa créole, avec ses accents de merengue, faisait fureur de New York à Paris : des voix masculines au service de phrasés virtuoses, des riffs mélodieux à la guitare et des cuivres généreux, une basse qui swingue et des rythmes qui s'entremêlent. Cette musique grandiose a été créée de manière inattendue dans le pays le plus pauvre d'Amérique latine, marqué par l'exploitation, la lutte des classes, la corruption et les catastrophes naturelles. Une partie de la recette du disque est versée à l'organisation In Health, qui contribue à remédier aux conséquences du terrible séisme de 2010.

Divers artistes : « Haiti Direct » (Strut)



végétienne, qui compte plus de cinquante membres, est renommée pour ses prestations à l'occasion de la remise du Prix Nobel à Oslo. Pour une fois, il a décidé d'allier la tradition symphonique européenne au taarab, un style musical propre aux régions où l'on parle swahili, sur la côte est de l'Afrique. Né au 19^e siècle à Zanzibar, le taarab a été marqué par des influences arabes, perses, indiennes, africaines et même européennes. Pour enregistrer son disque, l'orchestre norvégien s'est associé avec trois artistes originaires de cet archipel tanzanien : la chanteuse Maryam Said Hamdun, le virtuose du violon et de l'oud Mohammed Issa « Matona » Haji, également chanteur, et le joueur de qanûn (cithare) Rajab Suleiman. La fusion fascinante de ces deux styles a eu lieu fin 2012, à l'occasion d'un concert unique : une bonne vingtaine d'instruments à cordes et presque autant d'instruments à vent ont exécuté des airs gais et aériens dignes d'un orchestre oriental célébrant un mariage. Les trois solistes de Zanzibar saupoudrent le tout de sonorités savamment pimentées. Une rencontre grandiose entre musique classique et musique du monde. *The Norwegian Radio Orchestra* : « Symphonic Taarab » (Jaro Medien)

Les acteurs du changement
(dg) Des agriculteurs, des scientifiques et des pionniers explorent de nouvelles voies afin de relever les défis comme le réchauffement climatique, la rare-

faction des ressources et le risque de famine. Le film de Nils Aguilar *Cultures en transition* donne la parole à ces acteurs du changement socioécologique. Il propose des solutions simples et peu coûteuses pour contrer les effets problématiques de l'agro-industrie mondiale axée sur le profit : de petites structures, adaptées aux conditions locales, offrent des possibilités d'assurer la sécurité alimentaire. Les exemples présentés dans ce documentaire sont empruntés à la France, à l'Angleterre et à Cuba. Ils montrent comment villes et zones rurales peuvent se préparer au dérèglement du climat et à la pénurie de pétrole. Le film invite le spectateur à s'interroger sur son comportement de consommateur, sur une agri-



culture apte à affronter l'avenir et sur des formes plus durables de production alimentaire. Nils Aguilar : « Cultures en transition », France/Allemagne 2012 ; informations : education21/films pour un seul monde, www.filmeeinewelt.ch tél. 031 321 00 30

Électricité gratuite pour tous

(bf) Tout le monde l'appelle Svet-Ake (Monsieur Lumière). Il est électricien dans un petit village kirghize, mais son rôle auprès de ceux qui l'entourent dépasse largement l'exercice de son métier. Les gens font appel à lui pour résoudre les problèmes les plus divers, du simple court-circuit à la panne dans les contacts sociaux. Svet-Ake est toujours prêt à rendre service, quitte à contourner la loi. Il trafique parfois des compteurs électriques pour que les usagers

Blues malgache

(er) Douce et profonde, sa voix au timbre légèrement éraillé ne laisse personne indifférent. Née en 1958 à Madagascar dans une famille de musiciens, Lala Njava a baigné dans la musique dès son enfance. Très jeune, elle a commencé de chanter avec ses quatorze frères et sœurs. Plus tard, le groupe familial, nommé Njava, a remporté un succès remarquable en Europe. La chanteuse, qui vit depuis bientôt trente ans en Belgique, a sorti l'an dernier un premier album solo, qu'elle a enregistré avec trois de ses frères :



Dozzy à la guitare, Maximin à la basse et Pata aux percussions créent des paysages musicaux dépouillés, sur lesquels leur célèbre compatriote Régis Gizavo pose çà et là de subtiles touches d'accordéon. Ces chansons délicates sont en harmonie avec l'antsa, la musique traditionnelle des chamanes de Madagascar, qui avait pour fonction de susciter la transe. Les textes poétiques, mais aussi critiques et engagés, racontent les conditions de vie difficiles sur la Grande Île. Lala Njava a décidé de consacrer une partie des recettes du CD au financement d'un projet de reboisement à Madagascar.

Lala Njava : « Malagasy Blues Song » (World Music Network/Musikvertrieb)

Du Nobel au taarab de Zanzibar

(er) L'Orchestre de la radio nor-

Films



reçoivent une note de crédit plutôt qu'une facture. Il détourne le courant des câbles qui traversent le village pour en faire profiter les plus pauvres. Mais ce Robin des Bois va devoir se confronter à des hommes puissants qui sont les nouveaux maîtres de la région. Dans son film *Le Voleur de lumière*, Aktan Arym Kubat décrit les difficultés de la vie quotidienne au Kirghizstan. Il dénonce un système politique gangrené par la corruption et le clientélisme. Le réalisateur interprète lui-même le rôle du personnage principal. *Aktan Arym Kubat* : « *Le Voleur de lumière* », DVD, 2010, VO sous-titrée en français et allemand; informations et commande : www.trigon-film.org tél. 056 430 12 30

Globi se convertit au bio

(bf) À l'occasion de l'Année internationale de l'agriculture familiale, Globi revêt les habits d'un paysan bio. Il montre qu'avec des moyens simples, on pourrait nourrir l'humanité beaucoup mieux et plus intelligemment que ce n'est le cas aujourd'hui. Une nouvelle BD, intitulée *Globi, le paysan futé*, a été publiée avec le soutien de la fondation Biovision et de la

DDC. Le célèbre personnage est chargé de remplacer provisoirement un vieil agriculteur. Un jour, dans l'écurie, les hirondelles lui rapportent qu'il y a aussi des paysans « bio » en Afrique. Globi remet alors son exploitation entre les mains énergiques de Globine et part pour le Kenya. Là, il rencontre Barké, une paysanne très innovante qui lui montre comment les cultivateurs africains défient les rigueurs de la nature avec des méthodes favorables à l'environnement. Globi va rentrer avec de nouvelles idées écologiques qu'il met en pratique dans sa ferme. À son retour, le vieil agriculteur est émerveillé par ces cultures biologiques et ces animaux heureux. Lorsque sa fille lui succède à la tête de l'exploitation, c'est le parfait happy end. Une belle aventure pleine d'enseignements pour petits et grands. *Jürg Lendenmann (texte) et Samuel Glättli (illustrations)* : « *Globi, le paysan futé* », éditions Orell Füssli, Zurich, mars 2014



La fuite et la perte

(zennt) Des milliers d'habitants ont fui le Kosovo durant la guerre de 1998-1999, abandonnant tout ce qu'ils possédaient. Dans bien des cas, leur droit à la propriété foncière a été remis en question. Depuis 2006, l'Agence cadastrale du Kosovo (KPA), soutenue par la DDC, est chargée de tirer leur situation au clair. Elle a déjà résolu environ 40 000 affaires. Son travail renforce l'État de droit et les droits de l'homme, tout en favorisant la réconciliation. Dans *The Fates Behind the Numbers*, la socio-anthropologue kosovare Agathe C. Mora brosse le portrait d'une vingtaine de personnes dont le cas a été traité.

Agathe C. Mora : « *The Fates Behind the Numbers* », anglais, albanais et serbe, Pristina Press, Pristina, 2013; le livre peut être obtenu auprès de la DDC : christa.romagnini@eda.admin.ch

La coopération suisse en 2013

Le rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse présente les principaux résultats obtenus par la DDC et le Seco dans la lutte contre la pauvreté et la réduction des risques mondiaux. Il accorde une attention particulière à différents domaines prioritaires de ces deux offices, comme le travail dans les contextes fragiles et la création d'emplois.

Le rapport sera disponible à partir de juin sur le site www.ddc.admin.ch

Coup de cœur



Gregory Batardon

Nouvel espace dédié à l'art

Annette Schönholzer est membre de la direction d'Art Basel. Cette exposition d'art contemporain organise une manifestation parallèle à Miami Beach depuis 2002 et une autre à Hong Kong depuis 2013.

Dans le privé, j'apprécie surtout la nature et le calme. C'est sans doute pour compenser ma vie professionnelle, dans le cadre de laquelle je rencontre une multitude de gens. L'année dernière, 70 000 visiteurs ont afflué à Bâle. Plus de 300 galeries de tous les continents ont présenté les œuvres de quelque 4000 artistes du monde entier. Dans les pays en développement, on ne trouve guère de galeries internationales. Il faut une stabilité économique et un certain pouvoir d'achat pour qu'un marché de l'art voie le jour. Ainsi, notre exposition ne compte actuellement que deux galeries africaines. Toutes deux viennent d'Afrique du Sud. En Asie, au contraire, le nombre de collectionneurs, d'artistes et de galeries augmente très rapidement. Il était donc logique que nous favorisions le commerce de l'art et les rencontres à Hong Kong. La tâche est passionnante, car l'art moderne est très récent dans nombre de pays asiatiques. Les différences culturelles et historiques sont toutefois énormes.

(Propos recueillis par Mirella Wepf)

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuiffroy (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Beat Felber, Sarah Jaquiéry, Pierre Maurer, Christina Stucky, Özgür Ünal

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)

Gabriela Neuhaus (gn), Jane-Lise Schneeberger (jls), Mirella Wepf (mw), Ernst Rieben (er), Luca Beti (version italienne)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photo litho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de :

DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne, Courriel : info@deza.admin.ch
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 51 200

Couverture : manifestation contre la corruption à Caracas, au Venezuela; Eduardo Leal/Dukas/Polaris

ISSN 1661-1675

« Le plus important, c'est que l'on discute aujourd'hui ouvertement de la corruption et que l'on reconnaisse son existence dans notre pays. »

Dasho Neten Zangmo, page 13

« L'an dernier, 97% des Syriens inscrits dans les écoles libanaises ont abandonné. »

Maha Shuayb, page 19

« La nouvelle génération de cinéastes africains fait de bonnes choses, mais sa production reste largement ignorée. »

Alex Moussa Sawadogo, page 32
